

~~la gueule ouverte~~

L'EXPRESS

AVEZ-VOUS PEUR
DU NUCLEAIRE?



« Il vaut mieux montrer son cul quand on est un minable que montrer son intelligence quand on est con. » (r. Choron)

LE SCANDALE DE LA SEMAINE



AVEZ-VOUS PEUR DU QUESTIONNAIRE DE L'EXPRESS ?

récompensera les efforts d'investissements des grandes sociétés internationales qui fournissent des emplois. La politique nucléaire est donc une priorité nationale. Question : « considérez-vous que la santé des marchés boursiers internationaux est une priorité nationale et que vous devez continuer à acheter l'Express et à admirer ce con de Servan-Schreiber ? »

2 Vous êtes au bord d'un précipice sans fond. Devant vous, les rives de la Félicité. Derrière vous arrivent par vagues successives : un troupeau d'aurochs écumants, les armées de Gengis Khan, les chars communistes, des rats atteints de la peste et deux gauchistes. Allez-vous :

- faire front avec courage ?
- emprunter la passerelle nucléaire qui vous sauvera ?
- courir acheter L'Express pour lire l'éditorial de ce con de Servan-Schreiber ?

3 Les industriels qui construisent les centrales affirment, le cœur sur la main, que les mesures de sécurité sont à toute épreuve. Les plus hautes sommités scientifiques telles que les professeurs Leprince-Ringuet et Perrin sont d'accord. De jeunes licenciés es-sciences émettent quelques doutes. Les responsables gouvernementaux multiplient les services de protection où l'EDF est juge et partie, ce qui offre toutes garanties. Question : « estimez-vous personnellement, vous éleveur de chèvre ou conducteur de métro, que le programme nucléaire est sûr et que vous êtes de taille à le contester ? »

4 Le PDG de Framatome, constructeur français N° 1 de centrales nucléaires, est le Général Buchalet, par ailleurs défenseur de la force de frappe militaire. Question : « estimez-vous 1) que l'atome civil et l'atome militaire c'est cul et chemise, 2) qu'il faut avoir l'esprit mal tourné pour oser le penser ? »

5 Vingt millions de téléspectateurs américains ont vu un film « la filière du plutonium » où un étudiant de 20 ans, du MIT, a conçu, en cinq semaines, une bombe atomique, avec du matériel de quincaillerie et la documentation de la bibliothèque municipale. Ce film est-il 1) un faux, 2) un appel à fusiller les étudiants de 20 ans trop bricoleurs, 3) l'annonce d'un renforcement gigantesque du système policier des pays producteurs de plutonium ?

6 Dans son calcul de rentabilité du kilowatt nucléaire, l'EDF n'oublie que deux ou trois détails : le transport de l'énergie, la chute rapide du facteur de charge (40 % au bout de sept ans), le démontage des réacteurs hors d'usage, la fluc-

tuation du prix de l'uranium, l'élévation du prix des réacteurs (1,7 milliard aujourd'hui).

L'EDF est-elle ? - un service public responsable ?
- une technocratie qui cherche à justifier son existence, même dans l'absurde ?
- une pompe à fric ?

7 En matière d'information nucléaire, à qui faites-vous le plus confiance :

- à Jean-Jacques Servan-Schreiber ?
- au député de Nancy ?
- à l'ex-ministre des réformes ?
- au directeur de l'Express ?
- au confident de Giscard d'Estaing ?
- à ce con de J.J.-S.S. ?

8 Si vous étiez chômeur, orphelin, cocu, mal foutu, un peu bougnoule sur les bords, et lecteur de l'Express et de ce con de Servan-Schreiber, accepteriez-vous, compte tenu de la gravité de votre cas, d'aller travailler près d'une centrale nucléaire :

- oui ?
- en courant ?

9 Le gouvernement a nommé le radical Colli, copain de ce con de Servan-Schreiber, aux « énergies nouvelles » pour prouver qu'elles n'existaient pas. Les trusts multinationaux de l'atome sont enclins à être de cet avis. Pensez-vous :

- qu'on ne peut raisonnablement pas mettre du fric dans la recherche de quelque chose qui n'existe pas ?
- qu'il est plus raisonnable d'attendre que ce quelque chose existe pour y placer du pognon ?

10 Tous les calculs du gouvernement et des gros pleins de fric l'affirment : sans le nucléaire c'est « la croissance chaos ». Question : « êtes-vous pour le chaos, pour l'apocalypse, pour la fin du monde ou pour le nucléaire ? » Question annexe : M. Servan-Schreiber est-il plus salaud que con ou l'inverse, ou les deux ?

11 Considérez-vous que vous en savez assez ? Sinon, à l'Express ou à la Gueule Ouverte, peu importe, nous on s'en fout. Indiquez bien lisiblement :

- nom, adresse, sympathies politiques, lieux où la police peut vous toucher en cas d'urgence.

12 Les premiers résultats parvenus à l'Express indiqueraient que 70 % sont opposés au nucléaire. La moitié des sondés feraient confiance aux écologistes, 30 % aux journalistes, contre 20 % seulement aux officiels (gouvernement, EDF, élus). Compte tenu de ces tendances officieuses qui vont à l'encontre du but recherché, pensez-vous que les résultats du sondage seront publiés un jour :

- oui, sous la contrainte ?
- ça m'étonnerait ?



LES GENS SONT CONS!

Portraits-feuilleton

...BIEN CONS!

ATTITUDE

PREMIER « gens » d'une série que je vous propose longue, si elle vous intéresse : Marcel S., ouvrier boulanger. Je l'ai connu chez une copine, coiffeuse du patelin. On a sympathisé parce qu'on aime tous les deux bien bouffer et, surtout, qu'on a cette même façon d'aimer donner à bouffer à autrui, un autrui nombreux, des choses qu'on a mijotées dans un four. Je ne lui avais jamais demandé ce qu'il était, ce qu'il pensait, j'aurais peut être dû. Voilà, c'est fait.

- Je suis ouvrier boulanger depuis 31 ans. J'ai 44 ans, j'ai donc commencé à l'âge de 13 ans. C'est un beau métier. Un dur métier. Très dur. Beaucoup de gens ne veulent pas le comprendre, qui exigent leur pain chaud le matin en se levant et le soir en rentrant du boulot. Pour que tu aies ta baguette fraîche à ton petit déjeuner, a fallu que je me lève à minuit. Pour que ton voisin ait son pain de campagne à sept heures, faut que je revienne l'après midi. Ça fait des grandes journées. N'importe comment, un boulanger, s'il veut travailler que huit heures, vaut mieux qu'il aille au chômage, il sera mieux payé... Un boulanger a sept francs soixante de l'heure. Y a une quinzaine d'années, c'était pire, on était payés au pain : cinq centimes du pain. Moi j'ai appris à gagner de l'argent par ma rapidité dans mon travail. En ce moment, je fais quatre heures du matin, jusque huit heures le soir, avec une coupure de trois heures. On a un franc soixante de l'heure en supplément pour les heures de nuit.

- En quoi ça consiste, le travail ?

- Ben, quand vous arrivez au boulot, y a la farine, l'eau, le sel, faut mélanger : préparer l'appareil, on appelle. Faut pétrir, laisser « pousser », tourner, remettre à pousser, et puis après mettre au four et ressortir du four... Du départ à la sortie, faut quatre heures pour faire un pain. On croit que c'est facile, mais c'est pas si facile que ça, hein.

Maintenant, c'est quand même plus moderne qu'il y a vingt ans, mais le problème il est toujours le même puisque, avec le matériel, faut aller deux fois plus vite. Avant, on pétrissait à la main, y avait pas de diviseuse. Maintenant, on pétrit, on met la pâte en bacs, et on ne touche plus à rien. Y a juste à prendre les pains, les mettre dans la machine, et les rattraper, les mettre sur plaques. Seulement, faut aller beaucoup plus vite.

- Tu as déjà travaillé en boulangerie industrielle ?

- Oui... Ça se passe comme ça : y a un bon boulanger, et puis un second, et tout le reste c'est des manœuvres. Un balayeur, il pourrait

faire le boulanger, là dedans. Il est là que pour ramasser le pain et le mettre dans les chariots.

- Le pain industriel est aussi bon que le tien ?

- Oui.

- Le pain que tu fais aujourd'hui est aussi bon que celui que tu faisais il y a trente ans ?

- Non.

- Pourquoi ?

- Déjà, premièrement, les farines sont plus les mêmes, ça se sent à la main. Le blé était pas traité comme il est maintenant : regarde un champ de blé, y a même plus un bleuet, plus un chardon... Et puis, faut aller trop vite.

- Le mot « écologie », ça te dit quelque chose ?

- Non. Si on me l'explique je le saurai. Mais je ne connais pas.

- Tu es parti pour être ouvrier boulanger toute ta vie ?

- Non. Boulanger oui, ouvrier non. Si je fais en ce moment quinze heures par jour et si ma femme travaille dans la même boutique, c'est parce qu'on veut mettre des sous de côté pour reprendre l'affaire à notre compte. Ma femme fait 66 heures par semaine, et elle gagne cent quarante-six mille francs par mois. En tant que vendeuse responsable du magasin, tous les jours même le dimanche, excepté le mardi.

- Vous avez combien d'enfants, à vous deux ?

- On en a sept à nous deux. C'est un remariage. Je m'étais marié une première fois à 21 ans, en rentrant du service. J'ai été marié pendant seize ans. Et ma femme est partie en abandonnant ses cinq gosses. Sans doute que c'était trop dur, on n'avait pas de vie de famille. Boulot-dodo, c'est le métier de boulanger qui veut ça. Ghilaine avait deux enfants de son côté, ça nous en a fait sept à nous deux. Ils sont élevés maintenant. Avec Ghilaine, ça va bien. Ma première femme, j'ai jamais voulu qu'elle travaille. Et puis un jour, je suis rentré à l'improviste et j'ai trouvé ce qu'il ne fallait pas, voilà... Tandis que Ghilaine, elle s'est tout de suite mise au travail, ça fait qu'on rapporte deux payes, on se fait cinq cent mille par mois à nous deux, c'est beau. Moi qu'avais jamais rien eu (faut dire que je suis de l'Assistance ; à huit ans, avant de porter à manger aux cochons, je volais une ou deux louches dans le seau...) eh bien depuis sept ans qu'on est ensemble, on s'est quand même mis un pavillon de douze millions sur le dos, il est pratiquement fini de payer. Avec les sept gosses... Seulement, on travaille encore un peu plus qu'avant. Mais on est chez nous, on n'a pas le souci de dire « je vais pas pouvoir payer mon loyer », et ça, c'est important quand même.

- Es-tu syndiqué ?

- Non... Si. J'ai un syndicat : mon portefeuille ! J'ai été un fervent du syndicat en 1949. J'ai pris une carte pendant quatre ans, c'était vraiment pour des prunes. Parce que j'étais chez un patron qui m'a exploité à fond, je peux dire à fond, et quand je l'ai mis au prudhomme, au lieu des sept cent mille francs que j'aurais dû toucher pour deux années de salaire, j'ai eu trente mille balles. Alors de ce jour-là, de syndicat, y en a plus jamais eu. Quand j'ai voulu gagner de l'argent, j'ai toujours discuté directement avec le patron. Contact direct. Oui ou non. Et ça a toujours été bénéfique. Ça va ou ça va pas. Si vous voulez pas me donner ce que je demande, vous me faites mon compte, au revoir monsieur. Et, tu vois, je n'ai fait que quatre patrons en trente et un ans.

- Si l'année prochaine tu es patron, comment tu seras avec tes ouvriers ?

- Ben disons que je serai comme ceux que j'ai connus, sûrement. C'est bénéfique. D'être bon avec l'ouvrier, juste. On obtient ce qu'on veut. Moi, mes patrons ont toujours obtenu le maximum de moi.

- Trop, non ?

- Je pense pas. C'est le métier qui veut ça. Ça pourrait changer un peu avec le matériel moderne, mais ça coûte trop cher et, de toute façon, les ouvriers ne veulent pas s'en servir. Pour équiper convenablement une boulangerie desservant une population de deux mille habitants, faudrait à peu près cent vingt millions...

- Tu te mets une affaire pareille sur les bras, ça ne te fait pas peur ?

- Non. Ça sera dur, mais on y arrivera.

- Tu feras du bon pain ? Qu'est-ce qui fait que le pain est plus ou moins bon ?

- Ça tient pas aux ouvriers, y en a assez pour la quantité de pain qu'on a à faire, mais c'est le matériel. Le four trop petit. Par exemple dans un four d'une capacité de cent vingt quintaux on en fait trois cent. Sur un tapis automatique, on devrait mettre quinze pains et dix-huit baguettes, eh bien on met 21 pains et 23 baguettes, alors la pâte ne respire pas, les pains sont collés les uns aux autres. Les clients disent : la pâte n'est pas levée. C'est pas ça, l'ouvrier a bien fait son boulot, c'est le matériel qui ne suit pas. Vieux matériel...

- Pain de campagne, pain, baguette, boule, quel pain tu préfères, toi, à manger ?

- Ce que j'aimais, c'était le pain de quatre livres, mais on n'en fait plus, c'est pas assez rentable : pour qu'il soit bien cuit faut qu'il reste quarante à cinquante minutes au four, alors qu'un pain de quatre cent grammes, il cuit en vingt minutes. Quant au pain de campagne que tu aimes bien, c'est exactement la même

pâte que l'autre, même farine. Seulement on le garde de la première fournée, pendant deux ou trois fournées, et il n'est mis au four que cinq six heures après, c'est donc une question de « pousse ». Et il est vendu bien plus cher que l'autre, c'est un pain à stationnement payant ! Ce qui donne le goût, c'est la farine qu'on jette dessus et qui grille.

- Le mot politique, pour toi, qu'est-ce que ça veut dire ?

- Politique, connais pas.

- Tu lis des journaux ?

- Pas le temps.

- Ta femme et tes enfants non plus ?

- Non. Personne n'a le temps.

- Tu regardes la télé ?

- Les sports le dimanche, les informations de temps en temps.

- Tu votes ?

- Oui, faut bien faire son devoir.

- Comment tu te fais ton opinion avant de voter ?

- Boh, qu'on vote pour l'un ou pour l'autre, ça sera toujours pareil. Ce que je sais c'est que je voterai jamais communiste. Parce que les petits rigolos qui prétendent qu'on peut ne travailler que huit heures par jour, et gagner de l'argent, ils ne savent pas de quoi ils parlent. Ça s'est jamais vu et ça se verra jamais. Moi, si je travaille huit heures par jour, je crèverai la faim. Prenez cent boulangers, vous verrez si y en a un qui fait moins de 12 heures... Mais y a eu un homme pour qui j'ai eu une grande admiration, c'est Charlot. C'était quelqu'un, Charles de Gaulle. J'ai commencé à l'admirer vers l'âge de 14 ans. Et puis, à une époque, j'étais dans la merde, à l'hôpital, sans revenus, je lui ai écrit. Eh bien dans le mois suivant, l'assistante sociale rhabillait mes 3 gosses. Ça venait sûrement de lui. Depuis, j'estime Charlot. Quant à Giscard, il n'est pas meilleur, pas pire qu'un autre.

Moi, mon opinion propre, toute politique mise à part : disons que le Français est trop heureux. On a eu trop de choses d'un seul coup, et maintenant, eh bien on n'en a plus assez. Plus on en a plus on en veut, alors dis donc, ça va aller jusqu'où, ce truc-là ?

- Et toi, tu es heureux ?

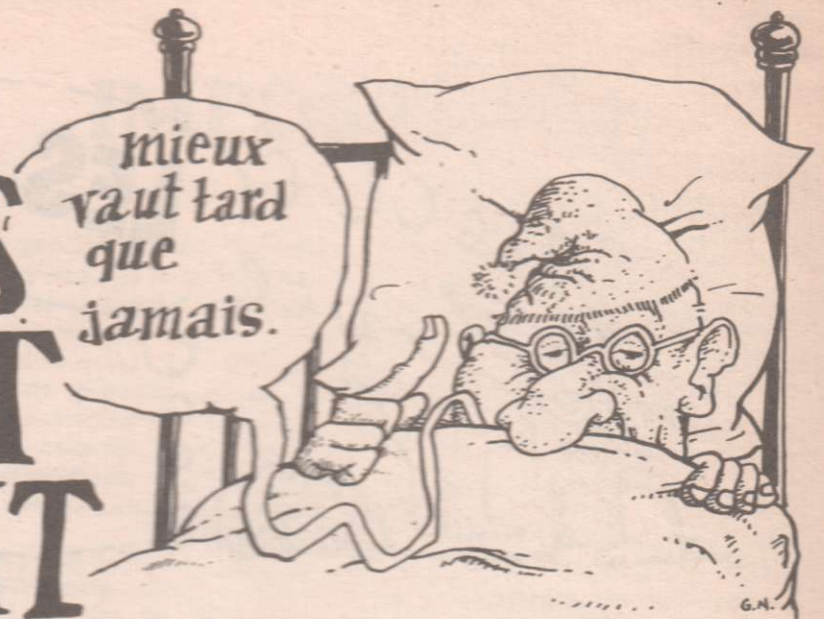
- Content de mon sort...

(Commentaire de Fifine qui assistait à l'entretien : « ben mon pauvre vieux, si on raconte tout ça à « La Gueule Ouverte », ils vont dire que t'es un sacré con, parce que eux, ils se prennent pour superman, là-bas... »)

Isabelle

nucléaire:

LES SAVANTS SE REVEILLEN ET NOUS PARLENT



LE groupe des 400 scientifiques concernés (Ils sont plus de 1500 aujourd'hui) par le problème nucléaire tenait le 6 Mars à Paris une conférence de presse pour justifier leur opposition au programme gouvernemental. On croyait naïvement que la « grande » presse allait publier in extenso leurs brèves considérations. Tu parles ! Le rôle de la presse est bien de s'interposer entre le public et ce qui le concerne. Alors on vous donne le texte de la conférence de presse, qui sera envoyé, légèrement enrichi, à tous les maires intéressés par l'implantation des centrales nucléaires. Rappelons que les scientifiques ne s'opposent pas directement à l'énergie nucléaire elle-même (ce serait politique), mais au programme gouvernemental tel qu'il est conçu et imposé au peuple sans consultation. A vous de juger :

Dans la France entière, des scientifiques de toutes disciplines se sont récemment penchés sur le problème que pose le programme nucléaire français décidé par le Gouvernement, programme contestable, même au point de vue économique. Ces mouvements spontanés, qui réunissent déjà plus de mille participants, ont surgi à Paris (appel des 400), à Strasbourg, à Grenoble, à Lyon, à Toulouse et ailleurs. Serait-ce étonnant, alors que le Gouvernement demande l'« adhésion de tous » (O. Préface) (1) à cette « œuvre nationale » ? Mais, dira-t-on, à quoi bon refaire des études qui ont déjà été faites par les experts de l'E.D.F. et du C.E.A., et dont les conclusions sont tirées ?

Nous ne nous posons ni en experts, ni en contre-experts, ni même en spécialistes. Nous ne sommes que des citoyens, que leurs formations professionnelles variées mettent à même d'aborder la lecture des dossiers techniques de toutes sortes. Notre but est tout simplement de soumettre à la critique scientifique les documents diffusés par les agences gouvernementales. Sans refaire tous les calculs, nous pouvons nous convaincre, par sondages et recoupements, de la qualité des dossiers, de leurs omissions éventuelles, de leur objectivité, de leur bonne foi. Pour accomplir ce travail collectif, nous demandons d'avoir libre accès à tous les documents techniques, qui, actuellement, ont un caractère confidentiel difficilement justifiable.

Malheureusement les documents officiels diffusés ressemblent plus à une défense et illustration du nucléaire qu'à des dossiers objectifs cherchant à informer l'opinion sur les choix d'ordre politique qui intéressent l'ensemble de la population. En fait le

seul os à ronger que le Gouvernement laisse à l'opinion est « le choix des implantations des futures centrales » (O. Préface). Nous pensons que l'ensemble de la politique énergétique, engageant notre pays pour des dizaines d'années au bas mot, doit être discuté en connaissance de cause et sur une base démocratique, en tenant compte des conséquences à long terme (milliers d'années).

Nous accusons donc le Gouvernement et ses agences (E.D.F. et C.E.A. notamment) de se livrer à une véritable campagne d'intoxication psychologique, en éludant des problèmes graves, parce qu'ils n'ont pas encore de solution, tandis qu'ils mettent en vedette des problèmes partiels tels que la localisation des centrales pour détourner l'attention du public tout en divisant l'opinion. Pour illustrer clairement ce propos, nous centrerons notre exposé sur le très officiel rapport de M. Michel d'Ornano, Ministre de l'Industrie et de la Recherche, du 15/11/74.

LE FONCTIONNEMENT NORMAL DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Le rapport d'Ornano contient une présentation manifestement tendancieuse en ce qui concerne l'étan-



chéité des centrales : il décrit les trois enceintes successives destinées à contenir « la quasi-totalité des produits radioactifs » en termes rassurants (O. § 2.32), sans tenir compte du fait que la rupture de la première enceinte, la gaine métallique qui entoure chaque barre de combustible, est considérée comme normale par les techniciens tant qu'elle reste dans l'ordre de 1 %. De même l'enceinte de confinement, celle qui doit protéger l'environnement, est vidée

chaque barre de combustible, est considérée comme normale par les techniciens tant qu'elle reste dans l'ordre de 1 %. De même l'enceinte de confinement, celle qui doit protéger l'environnement, est vidée

périodiquement des produits radioactifs usés, des eaux de fuite (!...) des circuits primaires, des résines et des filtres contaminés. Cela représente un volume annuel de 5.000 à 15.000 m³ par réacteur de produits à traiter et stocker sur place (de 300 à 2.000 fûts de béton selon le type de réacteur).

Le rapport admet plus loin : « En régime normal, une centrale nucléaire émet quelques effluents faiblement radioactifs ». Faiblement radioactifs ? Cela signifie qu'ils sont suffisamment dilués. Mais nous verrons ci-dessous que cette dilution est peut-être illusoire en ce qui concerne les dangers d'absorption par l'homme. Ce qu'il faut dire pour être honnête, c'est la quantité et la nature des déchets ainsi rejetés. Où sont ces renseignements ?

La quantité d'effluents sera bien plus considérable dans l'usine de retraitement, à supposer qu'elle marche en vraie grandeur (elle ne fonctionne jusqu'à présent qu'en prototype) (Note d'information C.E.A n° 9 oct. 1974, p.6). En effet, pour une dizaine d'années, tous les combustibles irradiés, fortement radioactifs, des centrales d'Europe, convergeront vers l'usine de la Hague. Ceci n'est pas nié dans le rapport, qui reconnaît que les rejets « sont plus importants dans les usines de traitement du combustible en raison même des opérations chimiques qui y sont effectuées ». Oui, mais dans quelles proportions ?

L'E.D.F. pourra-t-elle et voudra-t-elle se plier aux normes de rejets en exploitation normale ? Ses performances en ce qui concerne la pollution chimique des centrales classiques laissent des doutes quant à sa bonne volonté en ce domaine : la sécurité coûte cher. Le problème risque d'être encore plus aigu à l'usine de traitement de la Hague, qui sera rapidement saturée. Les exploitants, harcelés par des clients pressés, feront-ils tous les efforts nécessaires pour minimiser la pollution ?

Le personnel, fût-il consciencieux et qualifié, sera-t-il à même d'exercer cette attention de tous les instants que requiert un fonctionnement avec pollution minimale ? Sera-t-il garanti contre les pressions destinées à accroître les rendements, contre la lassitude d'une tâche monotone, contre les risques de chantage ou les brebis galeuses ? L'éventuelle protection policière (publique ou privée...) risque d'être un remède pire que le mal à combattre.

Enfin nous avouons ne pas comprendre le passage du rapport concernant le démantèlement des centrales (O. § 2.36). Il s'agirait d'une simple extrapolation des techniques utilisées lors de la remise en état des réacteurs. Aurons-nous eu d'ici vingt ans suffisamment de réacteurs à remettre en état pour que l'expérience acquise soit assez solide pour être extrapolable ?

LA CHAÎNE DU COMBUSTIBLE

De nombreux problèmes touchent les collectivités locales, en dehors du choix des sites de centrales, sur lequel se polarise le rapport d'Ornano. En effet, de la mine au stockage des déchets, la chaîne des transformations du combustible implique beaucoup d'opérations, dispersées sur le territoire, et les transports de l'une à l'autre.

La mine d'uranium pose des problèmes en plus de ceux que posent toutes les mines : contamination des mineurs, et contamination de l'environnement. En effet l'uranium est un toxique chimique comme tous les métaux lourds : plomb, mercure. Mais il est toujours associé au radium, qui est produit par sa désintégration. Le radium lui-même se désintègre en un gaz radioactif, le radon. L'atmosphère de la mine contient donc toujours du radon, ce qui induit chez les mineurs un taux de cancer du poumon nettement supérieur à la normale. D'autre part, les déchets d'extraction sont entassés en terrils et contiennent le radium, qui se disperse aisément dans l'eau. Or le radium est très dangereux ; il est véhiculé par les plantes et peut-être reconcentré par certains animaux. Il y a là un sujet encore mal étudié, d'autant plus que la technique définitive d'extraction de l'uranium des minerais français (région d'Autun) n'est pas encore fixée.

La fabrication des éléments combustibles est entre les mains de firmes privées, donc difficiles à contrôler. On peut craindre le développement d'un commerce international plus ou moins légal des matières fissiles dont l'une, le plutonium, est extrêmement dangereuse.

Le problème du stockage des déchets radioactifs est, comme le souligne le rapport, « délicat » (O. § 2.35). En fait, il n'est pas résolu. On sait sans doute, dans des installations expérimentales, « vitrifier » des déchets, c'est-à-dire les incorporer à des blocs de verre. Mais on ne sait absolument pas quelle pourrait être l'évolution physique et chimique à long terme de ces blocs, sous l'action de la température et du rayonnement. En effet, il s'agit de stocker ces déchets afin de les neutraliser pendant des siècles ou des millénaires. Il faut en particulier les mettre à l'abri de l'eau pour cette période, car la solubilité du verre dans l'eau, même faible, pose un problème pour cette échelle de temps.

Parmi les questions que soulève le transport tout au long de la chaîne la plus critique est celle du transport des combustibles irradiés de la centrale à l'usine de traitement. Il faut en effet, en raison de leur radioactivité, les transporter tout en assurant leur refroidissement et la protection contre les radiations.

D'autre part, le transport est l'un des maillons les plus faibles de la chaîne en ce qui concerne le facteur humain. Les produits radioactifs y sont directement accessibles, et donc à la merci de l'ignorance, de la maladresse, de la négligence et même de la malveillance.

LES PROBLÈMES BIOLOGIQUES

Le rapport d'Ornano (O. § 2.31) se livre à une comparaison hâtive entre les taux d'irradiation naturelle et les taux d'irradiation provoquée par l'industrie nucléaire. Or il y a là deux problèmes bien distincts. Nous avons d'une part l'irradiation naturelle, qui est essentiellement externe à l'organisme, à l'exception de la radioactivité naturelle du corps, qui n'a pu beaucoup varier depuis l'origine de l'homme, ses causes étant toujours les mêmes. D'autre part, nous avons le problème de la pollution et de la contamination interne par des éléments radioactifs qui ne sont pas naturellement présents dans le milieu de vie, et pénètrent dans l'organisme, en se fixant éventuellement sur certains organes. Il s'agit donc de deux modes d'action bien différents, et une comparaison des chiffres bruts n'a aucune signification, si ce n'est pour abuser le public.

La contamination interne conduit à l'irradiation sur place des cellules du corps. Les plus sensibles mour-

ront, les autres auront divers dérèglements, éventuellement de type cancéreux. En ce qui concerne les cellules sexuelles, ceci peut conduire à des mutations. Pour chaque corps radioactif, le mode d'absorption par l'organisme, la composition chimique du polluant contenant ce corps, et son parcours à travers le corps jusqu'à une élimination partielle sont des éléments pour une saine appréciation du danger. Les connaissances acquises à l'heure actuelle sont encore très fragmentaires, d'autant plus que l'expérience sur animaux est difficilement transposable à l'homme, celui-ci semblant dans bien des cas plus sensible aux radiations.

Tout être vivant concentre certaines substances diluées dans le milieu, qu'elles soient nécessaires ou néfastes. Ceci s'applique aux substances radioactives. Le plancton végétal peut concentrer le Cérium 144 jusqu'à 90.000 fois. Nos propres cellules de la thyroïde concentrent sélectivement l'iode, qu'il soit stable ou radioactif comme l'iode 131 ou 129 émis par les centrales et les usines de traitement.

De plus, les concentrations peuvent se multiplier en cascade à chaque étape de la chaîne alimentaire, dont nous sommes souvent le consommateur final : c'est ainsi que le phosphore 32, radioactif, arrive à être 5.000 fois plus concentré dans la chair des poissons que dans l'eau d'une mer polluée. Les radioécologistes tentent de définir des normes de rejet, mais la complexité du cheminement de la matière

les effets sur les personnes irradiées ou contaminées lors d'accidents.

Lorsque le rapport s'appuie sur l'étude effectuée aux Etats Unis par Rasmussen (O. § 2.32) pour estimer les risques encourus par la population en cas d'accident grave et la probabilité de ces accidents, il ne signale pas que cette étude a été vivement critiquée par des groupes de scientifiques américains qui y ont relevé un certain nombre d'erreurs et de démarches hasardeuses. Il suffit de rappeler que la méthode utilisée dans cette étude est celle des organigrammes d'erreur appelée « arbre des événements arbre des défauts », et que si cette méthode a été utilisée par la NASA, elle n'avait pu permettre d'éviter la mort de trois cosmonautes carbonisés dans leur cabine, ou l'accident survenu à la cabine lors d'un vol lunaire.

On peut aussi signaler que les prévisions obtenues n'ont pas été comparées par Rasmussen aux accidents réels survenus et qu'un groupe américain qui s'est livré à cette tentative a montré la manque de réalisme de cette méthode (Rapport Kendall - Annexe A).

Un autre point inquiétant du rapport Rasmussen est qu'il n'utilise pas les mêmes types d'événements que ceux qui ont servi à définir les dossiers de sécurité des réacteurs actuellement en service. Ceux-ci présentent-ils des possibilités d'accident non estimées ? Les nouveaux en construction risquent-ils de subir



dans les airs, les eaux et êtres vivants rendent cette tâche difficilement abordable.

Enfin, nous ignorons totalement quels sont les effets de faibles doses de contamination à long terme. En effet, en ce qui concerne le déclenchement des cancers et leucémies, il y a d'habitude une période de latence de l'ordre de 10 ans, et pour les mutations génétiques, il faut parfois attendre plusieurs générations pour qu'elles se manifestent.

LA SECURITÉ DES CENTRALES

La sécurité des installations nucléaires, pudiquement baptisée maintenant « sûreté », comporte deux aspects très inégalement développés dans le rapport d'Ornano.

- L'aspect de radioprotection en fonctionnement normal.
- Les cas d'incident ou d'accident.

Le premier aspect a déjà été traité : ajoutons seulement que les nombreux textes administratifs, décrets, et lois qui régissent ou régiront les rejets gazeux et liquides n'ont guère plus de raisons d'être respectés que leurs frères aînés qui régissent les rejets des industries chimiques et qui sont sans arrêt transgressés à des fins de rentabilité.

Le rapport passe rapidement sur les risques et conséquences des accidents. Lorsqu'il parle d'accidents mortels c'est dans le cas de morts immédiates ou à court terme, mais ce qu'il faudrait connaître ce sont

des accidents dont les conséquences ne sont pas estimées ?

Les essais et les statistiques de fonctionnement en cas d'incident d'un organe majeur du système de réfrigération de secours du cœur (O. § 2.33) ont montré un taux de défaillance important.

De toute façon, même en supposant que les calculs de Rasmussen soient exacts, des catégories entières de risques n'y figurent pas parce que on ne peut les faire entrer dans un modèle mathématique : ceci s'applique tout particulièrement aux défaillances humaines accidentelles ou délibérées.

Le dossier de sûreté d'une centrale établi avant sa construction tient compte de la situation démographique actuelle de la région et ne sera plus valable trente ans plus tard... à moins qu'on n'y interdise tout développement.

En juillet 1974, un appel pressant était lancé par le Ministère de l'Industrie et de la Recherche pour trouver des candidatures pour les contrôles de fabrication des chaudières nucléaires, ce contrôle étant assuré par une seule personne. Combien sont-ils maintenant, comment ont-ils été formés, et quel est l'effectif du personnel de contrôle des installations en fonctionnement ? En tout état de cause, ce personnel dépend du Ministère de l'Industrie et de la Recherche, ce qui pose des problèmes d'indépendance et d'objectivité.

Le rapport d'Ornano (O. § 2.33) indique que des équipes de détection de radiation seront mises en place. Qu'est-il prévu lorsque le seuil d'alerte est

dépassé ? Les dispositions du plan ORSEC-RAD sont-elles publiques, réalistes, compréhensibles par la population ?

En cas de guerre une centrale, une usine de séparation isotopique ou de retraitement sont des cibles de choix. Une destruction provoquerait une grave contamination et une paralysie économique. Qu'en pensent les responsables de la défense nationale ?

LES SURRÉGÉNÉRATEURS

L'existence de surrégénérateurs (Phénix, bientôt Superphénix) jette un doute sur l'affirmation : « On notera tout d'abord qu'il est physiquement impossible à un réacteur nucléaire d'exploser comme une bombe atomique ». (O. § 2.33). C'est probablement un problème de grammaire. En effet, les réacteurs surrégénérateurs risquent des accidents dont le mécanisme est rigoureusement le même que celui des bombes atomiques. Ces accidents, bien moins puissants que les explosions nucléaires, sont pudiquement baptisés par les experts « excursions nu-



SCIENTIFIQUE.
(APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DES 400)

cléaires », et correspondent à l'explosion de quelques dizaines de tonnes d'explosifs classiques, pour autant qu'on sache les calculer d'avance. A ce sujet, les experts écrivent : « Cette enceinte (la cuve principale et la dalle de fermeture supérieure du réacteur) est capable de contenir les conséquences des accidents considérés s'ils n'atteignent pas leur efficacité maximum ». (B.I.S.T. n° 182, C.E.A. juin 1973, p. 89). Même si la probabilité en est faible, quel pari pris sur le dos des populations voisines de telles centrales ! Dans ces conditions il ne fait pas de doute que l'accident atteindrait des proportions catastrophiques sans précédent, par rejet dans l'environnement d'une quantité de radioactivité énorme, contenant en particulier plusieurs tonnes de plutonium 239, dont la radioactivité ne décroît que d'un facteur 2 tous les 24.400 ans.

Nous posons la question : les populations de la région lyonnaise, où doit être construit Super-phénix (Creys-Malville est à 40 km de Lyon), ont-elles été consultées ou simplement informées par les pouvoirs publics, le Gouvernement ou ses agences (C.E.A., E.D.F.) des risques que ces mêmes autorités ont délibérément décidé de leur faire subir, et que les experts ne savent pas calculer ni a fortiori prévenir ?

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

Le rapport d'Ornano affirme à propos de l'énergie nucléaire : « Elle seule apporte en effet dans ce délai (à moyen terme) des réponses aux problèmes posés en terme de prix de revient, de balance des paiements, de sécurité d'approvisionnement, et d'indépendance nationale ». (O. Introduction).

Des chercheurs de l'Institut Economique et Juridique de l'Université de Grenoble ap-

portent une contradiction à cette affirmation dans un rapport préliminaire que nous résumons ci-dessous (2). Ce rapport critique à cinq niveaux la politique énergétique et formule des contre-propositions.

1 - La politique énergétique préconisée par les Pouvoirs Publics appelle des commentaires et des critiques à cinq niveaux.

Evaluation de la demande : La confirmation des prévisions et des réalisations, au niveau des consommations énergétiques, oblige à conclure à la fragilité des méthodes employées et montre que le planificateur, face aux moyens dont disposent les entreprises énergétiques ne pouvait exercer qu'un contrôle formel à l'égard des estimations fournies par elles. Ceci conduit à s'interroger sur le fondement des prévisions actuelles.

Le coût du nucléaire : La politique énergétique officielle, en dynamique, se caractérise par une volonté de substitution du nucléaire (électricité), au pétrole : des comparaisons simples montrent que :

1°) pour les usages spécifiques de l'électricité, la compétitivité du nucléaire par rapport au thermique fuel est assurée au prix actuel, mais

2°) que dans le cas des usages thermiques (ex : chauffage électrique), il faudrait que le coût d'importation du pétrole (actuellement de 11 \$/bbl) atteigne 19 \$/bbl dans les usages industriels et 35 \$/bbl dans les foyers domestiques.

- **Énergie et environnement :** De par l'irréversibilité et l'ampleur des conséquences possibles des nuisances entraînées par le fonctionnement normal ou anormal de la chaîne nucléaire, celle-ci semble présenter, du point de vue des risques pour l'environnement et la santé des populations, des coûts sociaux supérieurs à ceux de la chaîne pétrolière.

- **La décision :** Une première analyse du processus de décision, qui a abouti à miser sur un développement intensif du nucléaire, montre que les choix pris l'ont été sans discussion, sans information et sans contrôle.

- **Énergie et indépendance :** Enfin l'argument de l'indépendance, si souvent mis en avant pour expliquer le choix en faveur du nucléaire, doit être fortement nuancé si l'on tient compte d'une part de

la dépendance technologique et d'autre part de la vulnérabilité du système énergétique mis en place.

2 - Les choix énergétiques actuels deviennent pleinement contestables, s'il existe une autre possibilité que le recours massif au nucléaire. C'est ce qu'entend démontrer la deuxième partie de ce rapport préliminaire, lorsqu'il propose un « scénario » de remplacement. Ce dernier s'appuie sur un certain nombre de critères, parfaitement explicites, et découle de l'application de deux principes :

- utiliser au mieux le potentiel énergétique national, ce qui implique une politique :

1°) qui favorise d'abord les investissements qui économisent de l'énergie avant de réaliser ceux qui en produiront davantage. Toute une série de mesures sont ainsi proposées et chiffrées,

2°) qui réponde à chaque besoin spécifique par la filière énergétique la mieux appropriée (par exemple : la géothermie ou la chaleur récupérée dans les centrales thermiques pour le chauffage des locaux...),

- diversifier les ressources énergétiques, en reconsidérant sous un œil nouveau, les avantages et potentialités de l'hydraulique, du géothermique, du solaire..., du charbon national, et des énergies importées (charbon, pétrole et surtout gaz naturel).

En conclusion, les propositions précédentes aboutissent au bilan énergétique suivant : 333 millions de tonnes équivalent charbon en 1985, au lieu des 389 prévus par la Délégation à l'Énergie, couverts à 50% par le pétrole (au lieu de 44%), 16% par le gaz naturel (au lieu de 14%), 14% par le charbon (au lieu de 12%), 9% par l'électricité nucléaire (au lieu de 23%), 7% par l'électricité hydraulique (au lieu de 5%), 4% d'énergie nouvelle (au lieu de 2%).

Dans ce nouveau bilan, le recours au nucléaire est limité pratiquement aux centrales nucléaires existantes et en cours de construction (13 tranches). »

Signé : MM. FROISSART (Paris) LAHELLEC (Orsay) GRANDPEIX (Orsay) PETAVY (Orsay) SENE (Paris) ROY (Paris) BECKER (Strasbourg) RAMAIN (Grenoble)

(1) O. désignera dans les références le Rapport d'Ornano.

(2) Alternatives au Nucléaire. Presses Universitaires de Grenoble. B.P. 47, 38400 Grenoble Cedex (18 F).

ALSACE, POUCELLE ATOMIQUE

En ce qui concerne l'Alsace, des conditions très particulières viennent aggraver les conditions d'implantation des centrales nucléaires.

La pollution thermique du Rhin prendra des proportions inquiétantes. Certaines années, comme en 1947, avec un été sec et peu de neige l'hiver précédent, le débit exceptionnellement faible, l'augmentation de température due à Fessenheim I et II peut dépasser 5°C. L'eau se refroidira peu de Fessenheim à Strasbourg avec, pour l'air, des maxima diurnes de 30 à 33°C et des minima nocturnes de 20 à 25°C. La pollution risque alors d'être d'autant plus grave que viennent se surajouter : le réchauffement dû au ralentissement du cours du fleuve du fait des barrages hydroélectriques et celui dû à la centrale thermique de Strasbourg, en plus de l'importante pollution organique (usines alimentaires, de cellulose, papeteries, rejets urbains, etc.) et chimique (chlorure de sodium, mercure notamment).

D'après une étude allemande, les conditions climatiques sont très défavorables à l'établissement de tours de refroidissement, du fait de l'orientation du fossé rhénan, transversale à la direction des vents dominants. Les situations d'inversion de température feront passer le nombre de jours de brouillard de 70 à 130, dans l'hypothèse des seules centrales de Wyhl I et II (sur la rive allemande) et de Fessenheim III et IV, avec augmentation de la densité. Les conséquences en seront :

- le retard du réchauffement diurne par la réduction de l'ensoleillement, ce qui risque d'être fatal à la

maturation de la betterave à sucre et du maïs en septembre, les « étés » tardifs étant supprimés ;

- l'influence du brouillard, condenseur et véhicule de facteurs pathogènes, microbiens et viraux, sur la santé humaine, animale et végétale ;

- la stagnation et la sédimentation des polluants atmosphériques : les taux de pollution par l'industrie, le chauffage domestique et l'automobile deviennent critiques s'il y a 130 jours, soit 1 200 ou 1 500 heures de brouillard sur une épaisseur de 400 à 600 mètres. La stagnation de l'iode 131 radioactif des centrales est à ce titre inquiétante :

- l'aggravation de la pollution de la nappe phréatique au niveau de son affleurement dans les gravières (actuellement 1/8 de la surface du lac de Constance).

D'autre part, nous constatons qu'EDF n'a pas entrepris d'étude sur le climat de notre région alors qu'il compte bien des facteurs originaux. Nous savons aussi que des études sismologiques et pédologiques ont été entreprises. Les rapports n'ont jamais été publiés. Pourquoi ? Pourtant, EDF ne manque pas de moyens pour entreprendre une action psycho-sociologique de persuasion auprès de la population.

De plus, cette nappe phréatique, la plus importante d'Europe, est très mal protégée naturellement. En cas d'accident de fonctionnement, la contamination de la nappe sera difficile à éviter et aura des conséquences irréversibles.

Enfin, l'acheminement d'une partie de l'énergie produite vers la région parisiennaise occasionnera une grande emprise sur les terrains cultivables et des saignées dans la forêt vosgienne. La partie restante de l'énergie produite sera exportée vers l'Allemagne et la Suisse. L'Alsace est ainsi confinée dans son rôle de poucelle atomique de l'Europe.



PRÈS DE NÎMES, LE "CAMP DES GARRIGUES". 45.000 HECTARES OCCUPÉS PAR L'ARMÉE DEPUIS UN SIÈCLE. 18.000 HECTARES NE LUI APPARTIENNENT PAS, ILS LUI ONT ÉTÉ PRÊTÉS PAR LA COMMUNE POUR 99 ANS. DEPUIS UN AN, CE BAIL EST TERMINÉ. L'ARMÉE EST TOUJOURS LÀ.



(1) IL N'A PAS DIT ÇA, MAIS PEU S'EN FALLAIT.

L'AFFAIRE IRA PROBABLEMENT EN JUSTICE, CAR CE QUE PROPOSE L'ARMÉE POUR CONSERVER LE CAMP PARAÎT HONNÊTE COMME UN MILLIARDAIRE :

JE VOUS CÈDE UN BOUT DE TROTTOIR DEVANT L'HÔPITAL POUR FAIRE UN PARKING, PLUS DU TERRAIN A' LA ROUVIÈRE, PUISQU'ON SE TIRE DE LÀ DE TOUTE FAÇON, ET VOUS NOUS CÉDEZ LE CAMP DES GARRIGUES PLUS, DISONS UN MILLIARD ANCIEN, ET ON N'EN PARLE PLUS!

JE ME TÂTE...

LE DÉBAT ATTEINT RAPIDEMENT UN BON NIVEAU AVEC L'INTERVENTION DES CHASSEURS DE LA RÉGION. JUSQU'ICI, L'ARMÉE LEUR A PERMIS DE CHASSER SUR SES TERRES. LE DÉPART DE L'ARMÉE LEUR FAIT CRAINDRE LES PROMOTEURS.

SI LA GARRIGUE SE PEUPLE, C'EST AUTANT DE TERRITOIRES DE CHASSE EN MOINS CAR ON N'A PAS LE DROIT DE TIRER UN PROMENEUR A' MOINS D'UN KILOMÈTRE DE SA DEMEURE!

TOUT DE SUITE LES GAUCHISTES BONDIRENT JOYEUSEMENT SUR LEURS FAUTEUILS ET LE DIALOGUE FUT ÉDIFIANT. "ON VIRE PAS LES MILITAIRES POUR LAISSER LA PLACE AUX CHASSEURS, ON VEUT POUVOIR SE PROMENER TRANQUILLES ET VOIR LES PETITES BÊTES QU'ON NOUS A MONTRÉES EN DIAPOS!"

NOUS NE VOULONS PAS ÊTRE COUPÉS DES AMIS DE LA NATURE! SI ON LAISSE LA GARRIGUE AUX PROMENEURS, ELLE AURA BRÛLÉ DANS SIX MOIS! IL Y A LES BONS ET LES MAUVAIS CHASSEURS! LES PROMENEURS NE NOUS ONT JAMAIS GÊNÉ, NOUS, POURQUOI LES GÉNÉRONS NOUS?

LE PROJECTIONNISTE, CONNAISSANT PARFAITEMENT LA FLORE ET LA FAUNE RÉGIONALE ET QUI NOUS AVAIT SI BIENVANTÉ LEUR BEAUTÉ, AVONÉ ÊTRE CHASSEUR ET Y VA LUI AUSSI DE SON COUPLET SUR LES BONS ET LES MAUVAIS CHASSEURS. UN BON CHASSEUR DIT QU'IL FAUDRA GARDER LA GARRIGUE. LA RÉPLIQUE NE SE FAIT PAS ATTENDRE

SI ON LA FAISAIT GARDER PAR DES MILITAIRES?

LES RIRES NE DÉCOURAGENT PAS LES CHASSEURS. ILS VEULENT MÊME CARRÉMENT INTERDIRE LA GARRIGUE A' TOUT LE MONDE? PAS A' EUX, BIEN SÛR. PUIS, LE DÉBAT REPARTANT SUR L'ACTION A' ENTREPRENDRE, ILS S'EN DÉSINTÉRESSENT ET DISCUTENT ENTRE EUX

MOI, JE SUIS UN BON CHASSEUR DE SANGLIERS

JE M'EN DOUTAIS; A' VOTRE FAÇON DE PARLER, J'AI COMPRIS QUE VOUS ÉTIEZ UN BON CHASSEUR DE SANGLIERS

VOUS AUSSI, JE PARIE

LES CHASSEURS ÉTAIENT DERRIÈRE MOI. PAS OSÉ ME RETOURNER POUR VOIR LA GUEULE QU'LS AVAIENT. DES FOIS QU'LS AURAIENT EU AUSSI UN PISTIL...

IL PARLAIENT MÊME DE GÉRANCE DE GIBIER. DE GRANDS ENFANTS! EN ATTENDANT, L'ARMÉE N'EST PAS PRÈS DE PARTIR. EN EFFET C'EST LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF QUI JUGERA L'AFFAIRE

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF NE SUIT PAS FORCÉMENT LA LOI CIVILE

PROPOSITION POUR UTILISER LA GARRIGUE NIMOISE: ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA GARRIGUE NIMOISE, AVENUE KENNEDY, NÎMES - ST-CÉZAIRE OU A LA PÉRIPHÉRIE, TOUTS LES LUNDIS AU CENTRE CULTUREL DE 20 H À 22 H.

RESTE L'ACTION DE MASSE. MAIS L'ASSOCIATION VEUT RESTER DANS LA LÉGALITÉ

IL FAUT DÉCLENCHER UNE ACTION DE MASSE POUR FAIRE BOUGER LA MAIRIE

PAS TANT QU'ELLE N'AURA PAS INTENTÉ LE PROCÈS

ENVOYÉ SPÉCIAL: Hugot

A' SUIVRE...



GAFFEUR

« Le slogan « tout électrique, tout nucléaire » a suscité de bien fâcheux malentendus », a déclaré M. Boiteux, directeur général d'EDF, au cours d'une conférence de presse le mercredi 12 mars. « Il s'agissait alors ... de prôner dans la construction neuve la maison tout électrique - mais l'idée ne nous était même pas venue, tant elle était absurde, que l'on pourrait y voir l'ambition pour EDF de couvrir la totalité du marché de l'énergie; et la mention « tout nucléaire » n'avait d'autre objet que de souligner que l'alimentation de ces nouvelles maisons tout électriques ne serait plus tributaire du pétrole ». C'est bien ce qu'on avait cru comprendre.

« Quoi qu'on en dise, EDF n'a jamais cherché à cacher ses dossiers. Nous nous sommes toujours attachés à diffuser, avec un succès très inégal, il faut le reconnaître, des informations accessibles aux différents publics qui en réclamaient... »

ELECTRICITE DE FRANCE

Directeur Général

32, rue de Monceau - 75008 Paris

Tél. 755.94.10

PARIS, le 12 Février 1975

ASSOCIATION POUR LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS

28, rue Jules Verne

44250 St BREVIN LES PINS

Madame,

Vous m'avez invité à participer à une réunion que vous organisez à St Brévin les Pins ce samedi 15 février.

Ne pouvant me libérer moi-même, je me serais volontiers fait représenter si j'avais eu la certitude que mon représentant puisse s'exprimer dans une atmosphère non passionnelle et que le président de la réunion veuille, et puisse, le faire bénéficier d'une neutralité courtoise.

Les réunions organisées par votre association ne nous ont malheureusement pas habitués à cela. Ceux des agents d'Electricité de France qui s'y sont rendus, ici ou là, se sont le plus souvent vus réduits au silence si ce n'est injuriés.

Je ne puis les obliger à subir de telles avanies sans profit pour personne.

LA GUEULE OUVERTE

Fondateur : Pierre Fournier. - Rédacteur en chef : Isabelle.

Secrétaires de rédaction : M. Joly et L. Samuel.

Mise en page : Michel Chénel

Rédaction : 8, rue de Condé, 75006 - 033.47.02

Administration : Presses de la Bûcherie

11, rue Portefoin, 75003 - 272.14.80

Directeur de la publication : Michel Lévêque

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1975

Imprimerie « LES MARCHÉS DE FRANCE »

44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS

Distribution N.M.P.P.

SCOOP - ISOTOPE :

SENSATIONNEL : Six mois après la G.O., Le Monde découvre l'existence de la villa « radioactive » de Gif-sur-Yvette ! Au fait, on est bien les premiers à annoncer que la « Pipeline Service », filiale du super « Omnium Technique des Transports par Pipelines », a demandé au préfet des Hauts-de-Seine l'autorisation d'exploiter à Puteaux un « établissement destiné à l'utilisation, ou dépôt et stockage de substances radioactives », non ? Sans ça, on se permettrait pas de faire du « passéisme » en s'excitant sur de malheureux isotopes destinés à « gammagraphier » des produits de soudure. Sans ça, on se permettrait pas de dire pourquoi il nous semble assez navrant de devoir assiéger trois ou quatre bureaux municipaux et préfectoraux pour en savoir plus que ce que les misérables pages du dossier d'enquête « commodo et incommodo » vous mettent sous la dent. Sans ça, on se permettrait pas de se poser des questions en apprenant que les gens du voisinage ignoraient parfaitement que, depuis 3 ans, on transportait régulièrement (dans les voitures de la société) et manipulait quotidiennement des substances déjà mises en cause dans le dossier des accidents de Saclay. Sans ça, on essaierait tout de même de se renseigner sur le souci qu'ont les pétroliers de l'O.T.P. de la santé de leurs manipulateurs.

LES PETITS ECHOS DE LA

Croyez, Madame, à mon très vif regret de n'avoir jamais réussi à entamer avec votre association un dialogue plus constructif.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Marcel BOITEUX

« Si l'on ne choisit pas le nucléaire, est-ce qu'on va se livrer aux Arabes ? », a déclaré M. Paul Delouvrier, président d'EDF. Frissons. Question à mille francs : citez les six pays membres de l'OPEP (pays exportateurs de pétrole, - ils sont treize), qui ne sont pas arabes.

BISMUTH CHLORURE DE MAGNESIUM

Deux millions de français constipés ou ulcéreux en consomment 580 tonnes par an. Sur ordonnance la plupart du temps car ça coûte cher, autant se faire rembourser. Alors le fait d'inscrire le bismuth au tableau A - sur ordonnance uniquement - ne changera pas grand chose au fait suivant : des neurologues se sont inquiétés de l'apparition de nouvelles encéphalites chez les malades consommateurs de bismuth. Préparations défectueuses ? Mauvaise association avec des médicaments (un malade sur trois prenait des tranquillisants) ? Facteur alimentaire inconnu ? L'enquête est en cours. Il semble qu'un passage anormal du bismuth dans le sang soit en cause chez certains malades. Mais on ignore le taux normal « tolérable ».

Le même jour où le bismuth était en question, un adjoint au professeur Mathé, de Villejuif, faisait sur les antennes de Radio-France, à Inter-femmes, un beau numéro de publicité pour le disque dont à propos duquel je vous causais la semaine dernière, rayon cancer. Et il s'est élevé, le brave homme, contre ces gens mal informés qui boivent du chlorure de magnésium en prétendant guérir tous leurs maux. C'est dangereux qu'il disait ! L'auditeur qui l'avait branché là-dessus, sentait le végétarien bilieux et pisse-vinaigre comme on en fait encore du côté Vie Claire, et cette émission était la plus conne que j'ai eu le malheur d'écouter. Faut dire que je suis pas très assidue. N'empêche, le chlorure de magnésium, s'il vous enlève pas le cancer, ne vous flanque pas une encéphalite et j'ai jamais vu quelqu'un se biturer avec. Par contre

question angines et gripes, c'est efficace. Il renforce la résistance à l'infection, et tonifie les nerfs.

Alors voilà : le plus simple c'est d'acheter chez le pharmacien, des sachets de 20g. Un sachet par litre d'eau et un petit verre en guise d'apéro, tous les jours en cure de trois semaines. C'est dégueulasse, d'accord. On s'y fait ou pas. Il existe également sous forme de comprimés en association plus ou moins sophistiquée avec d'autres sels : Delbiase, Bio-mag, Chlorumagène, Magnésio-tubes. Ça vous ruinera pas. Le chlorure de magnésium permet la fixation du calcium et renforce ainsi les capacités intellectuelles. Normalement, on devrait en trouver suffisamment dans la bouffe, mais l'emploi des phosphates dans l'agriculture perturbe ce rapport magnésium-calcium et c'est pourquoi on a des allures de fin de civilisation décadente. Etc. etc. Vous trouverez bien un naturo-mystique plus calé et plus convaincu que moi pour vous expliquer toute la portée philosophique de chlorure de magnésium. Allez, à votre santé.

BOUTEILLES

On pourrait consigner les bouteilles de vin en plastique pour les récupérer et en faire des tuyaux plastique. C'est à l'étude. Lu dans les Echos.

On pourrait consigner les bouteilles de vin en verre pour les laver et les remplir de vin. Lu dans la Gueule Ouverte.

GRENOBLE, COTÉ COUR

Un numéro spécial de « La main dans le trou du fût » vient de paraître. Pour en savoir plus, sur le CENG, Malville, le plutonium, réclamez vite un numéro au groupe écologique de Grenoble, 8 rue Alfred Geyraud, 38400 St Martin d'Hères.

GRENOBLE, COTÉ JARDIN

M. H. Dubebout, maire socialiste de Grenoble, a été adjoint au directeur du CENG de 1958 à 1965. Il propose l'étude d'un chauffage urbain par un réacteur nucléaire semblable à celui des sous-marins atomiques, qu'on pourrait mettre au centre de la ville. Il fournirait l'eau chaude et même l'électricité. La municipalité n'est pas hostile au nucléaire, évidemment, le réseau de chauffage urbain existe, le CENG aussi ; et si EDF s'entendait avec le CEA et Elf-Erap pour s'occuper de la chose, ça serait assez « socialiste ». Grenoble, c'est une ville pleine de courants d'air où je me suis toujours enrhumée. Alors vas-y Hubert, fonce dans le neutron et accroche des radiateurs aux parcmètres.



...V'LA LES CAJUNS!

les deux frères Balfa, Dewey et Rodney, et Allie J. Young, musiciens cajuns, viennent de débarquer de leur Louisiane natale pour une grande tournée en France. Ils joueront, chanteront et feront danser tout le monde le mercredi 19 mars à Angoulême (14 h à l'Oisellerie, 21 h au théâtre); le 20 ils participeront l'après-midi à un très sérieux « colloque » au Festival de Royan, mais ils rigoleront aussi, eux; le même jour, à 21 h, ils joueront à Jonzac; puis le 21 encore à Royan pour une « nuit cajun » (avec un bal), le 22 à Parthenay, le 3 avril à La Rochelle, le 10 à Angers, le 12 au Havre, le 14 à Paris (Théâtre Présent - 211, avenue Jean-Jaurès), le 15 à Bagnolet et les 16 et 17 à Rennes. Ne les loupez pas, ils sont écologiques que je ne vous dis que ça!

MERDE

IL FUYAIT, IL FUYAIT TOUJOURS...

Les fuites radioactives à Hanford, dans la G.O. n° 16, vous vous souvenez ? 435 m³ de produits de fission liquéfiés qui s'étaient barrés dans la nature en juin 73. On apprend maintenant, qu'en mars 74, les réservoirs fuient plus vite que les informations, 95 m³ s'étaient échappés d'un réservoir datant de 1948. L'AEC accélère la solidification des déchets, il en reste encore 30 % à « neutraliser » (!) qui attendent là depuis 1940.

Trente-cinq ans ! Dans trente-cinq ans, ma fille en aura quarante. Son mari sera peut-être chargé de la surveillance des déchets de la centrale de Bugey que ses parents n'ont pas osé faire sauter en 1971.

MAISONS SAINES

La Vie Claire, le Fauchon des magasins de régime, nous propose à présent « des maisons saines », construites au moyen de matériaux ne présentant pas de nocivité pour les personnes qui les habitent, et selon des normes favorisant au maximum la qualité de la Vie ». Avec un grand V, comme Vie Claire. Pour 12 millions, vous avez un F3, semblable à tous les F3, avec des chambres de 9 m², dalle de béton, parpaings, sapin et laine de verre. Le pavillon de 5 pièces coûte 26 millions et je vois pas bien ce qui pourrait le distinguer de n'importe quelle autre petite merde banlieusarde non signée « Vie Claire ». Le chauffage ? Tout électrique bien sûr. Mais il y a une cheminée prévue dans chaque séjour, pour faire brûler des bûches. Ça doit être ça ce qu'ils appellent qualité de la Vie. Beurk !

NUCLÉAIRE

« Inflation et contestation incitent EDF à s'abriter derrière l'Etat pour le nucléaire. » C'était le bandeau du quotidien de l'économie « Les Echos » du 13 mars. C'est plein de chiffres dans ce journal. EDF a fait un milliard de déficit en 1974 et en fera autant en 1975. Tant mieux. Paraît qu'on n'a pas assez consommé d'électricité, et c'est ennuyeux pour le financement des investissements... contrats de programme, chiffre d'affaires, valeur ajoutée... J'y pige pas grand chose sauf que l'électricité, c'est pas donné !, mais qu'il faudrait faire un petit effort pour confirmer les prévisions péremptoires d'EDF... « la consommation électrique double tous les dix ans »... sinon EDF saura plus quoi faire de son courant, surtout pas baisser les tarifs puisqu'on pourrait plus financer d'autres centrales !

Les revues économiques sont plus drôles que les écologiques.

Danielle

Spectacles

LEFORESTIER

Il y a deux semaines, on vous parlait de Dupont Lajoie, un film d'Yves Boisset.

Le film évoquait les dangers des préjugés chez les gens qui n'ont pas de conscience politique.

Les gens qui ont une conscience politique ont aussi des préjugés, la preuve, on entend souvent, dire, à gauche, que Maxime Leforestier utilise des procédés démagogiques pour faire sa carrière de chanteur. Préjugés ! Il faut voir Maxime Leforestier chanter dans un palais des congrès bourré à bloc. Chanter devant quatre mille personnes. Devant une majorité de jeunes entre quinze et vingt ans. Une bonne partie de ces jeunes ne viennent pas écouter Leforestier pour ses prises de position politiques. Ce qui les attire, c'est son charme, son magnétisme. Il le sait bien, et c'est pour ça qu'il parle politique à son public. Même si ses propos sont des lieux communs pour les convertis. Au niveau politique, son travail est autrement important que celui des héritiers du style rive gauche, qui se produisent dans les caves de la rue Mouffetard.

A Mouffetard, le public vient prendre du plaisir à écouter un chanteur qui pense comme lui. Si on ne savait pas qu'aillieurs les portés leurs sont fermées, on pourrait dire que ce sont des chanteurs de Mouffetard qui sont démagos en faisant dans le contestataire.

Leforestier en parle dans une interview donnée à Libération le 3 mars 1975. On lui disait : « Au gala de Libération, tu as chanté « Parachutiste » mais aussi « San Francisco ». Sans connaître les chansons on sent bien que Libé le questionne

AU PAYS BASQUE ESPAGNOL

DES MANIFESTANTS ONT ÉTÉ OBLIGÉS PAR LA POLICE FRANQUISTE À MANGER LEURS MACARONS ANTI-NUCLÉAIRES.



La 'COLLINE VERTE' à Jarrie, Isère :

depuis 4 semaines les opposants à la destruction de cette colline, poumon de Grenoble, par l'ouverture d'une immense carrière, occupaient le terrain. Il y a une quinzaine de jours, au terme d'une joyeuse manifestation, 40 arbres avaient été plantés. Lundi 17, de bonne heure le matin, les flics ont envahi le terrain et en ont viré les occupants. Les Bulldozers se sont mis au boulot sous la garde des flics.



Le comité de défense appelle le maximum de gens à aller sur la colline. Les flics contrôlent les identités, il faut qu'ils voient au moins 300.000 cartes de Grenoble furieux.

MONSTRES ABONNEZ-VOUS ! POUR PAS CHER !

AVANT QUE LES CHIRURGIENS NE PASSENT, VOUS BÉNÉFICIEZ D'UNE RISTOURNE SI VOUS VOUS ABONNEZ A TROIS :

1 AN : 160 F (au lieu de 210)
6 MOIS : 80 F (au lieu de 105)

GENS NORMAUX : RABAISSEZ LES MONSTRES : ACHÉTEZ LA G.O. PLUS CHER.



« L'ÉNERGIE NUCLEAIRE : LE PACTE AVEC LE DIABLE »

Dossier réalisé par les Amis de la Terre, 16 rue de l'Université, 75 007 PARIS, 2 F l'unité, 1,50 F les dix.



FRANCE LEA « et les petits cailloux sont contents »

« Eh ! doucement, partez pas, écoutez un peu ! C'est vous qui sentez la mer comme ça ! Ça doit être formidable de vivre avec vous ! Vous êtes très émouvants. »

France Léa, toute seule sur la scène du théâtre, une heure entière, raconte une longue histoire.

Cette histoire, c'est la vôtre, celle de vos rêveries, de vos révoltes, de vos désirs. Quand vous vous promenez dans la rue, par exemple, et que, tout à coup, une phrase vous arrive, comme ça, venue d'on ne sait où, et vous obsède. Où quand, pour vous tout seul, vous vous peignez des tableaux multicolores, où vos désirs sont réalités, pour oublier que la machine à laver de la publicité d'en face n'est pas une boîte à bonbons.

Sans vous lâcher un seul instant, France Léa vous emmène, chez vous, là où vous êtes tout nu, débarrassé de votre carapace et de votre déguisement. Une étrange complicité s'installe. Vous êtes le jouet de son imagination, de votre imagination. Vous êtes la mer, elle est le vent du large qui vous pique un peu le visage, vous caresse, puis vous entraîne loin des vieilles dames aux ventres remplis de réfrigérateurs et de chambre à coucher Louis XV, pour aller fondre votre louche au soleil.

Non décidément, on ne raconte pas France Léa ; on ne la met pas non plus dans une petite boîte avec l'étiquette « comique », « chansonnier », ou poète.

Allez l'écouter. Elle tuera votre temps délicatement ; il coulera en vous doucement, comme sa mer de miel. Vous sortirez ému, un sourire dans le regard, quelque chose de chaud dans le corps et vous aurez envie de demander aux passants : « Est-ce que vous n'avez pas vous aussi quelques temps morts sur la conscience ? »

Elle est tous les soirs (sauf le dimanche) à 20 h 30 jusqu'au 9 avril au Théâtre de Dix Heures (36, bd Clichy, Métro Pigalle), 9 F et 15 F. Ce sera gratuit les lundis 24 et mardi 25 mars si vous avez ce numéro de « La Gueule Ouverte » sous le bras.

Dominique Simonnet

sur une certaine ambiguïté. Il répond : « Je veux pouvoir chanter « Parachutiste » à la télévision et une chanson d'amour dans un gala politique. Et c'est aussi difficile de chanter une chanson d'amour dans un gala politique que « Parachutiste » à la télé. La démagogie consiste justement à ne chanter que « Parachutiste » dans un gala politique ».

On se souvient de Leforestier à Bugey pour la grande réunion anti-nucléaire du 10 juillet 1971. Il triomphait avec « Parachutiste ». Maintenant, il triomphe tous les soirs avec « Parachutiste » devant un public non habitué des rassemblements anti-nucléaires, mais qui, du coup, pourrait le devenir. C'est pour ça que c'est important. Au Palais des congrès quand il présente sa chanson sur Pierre Goldmann, il pose un certain regard sur la justice, et son public réagit bien. Il signale en passant que si on est pas au courant de certaines choses c'est parce qu'on ne lit pas les journaux ou plutôt, les « bons journaux ». Tout le monde comprend, tout le monde se marre.

Leforestier impose aux organisateurs un prix unique : 10 F. Ça les fait pas marrer, les organisateurs. Quand ils pensent au fric qu'ils pourraient se faire avec, comme dans tous les bons concerts du Showbiz, des tarifs allant de quinze à cinquante balles, ils l'insultent entre leurs dents le barbu sympathique. Seulement, quatre mille entrées, même à dix balles, c'est pas négligeable. Alors il lui donnent tout de même un petit coup de chiffon sur les godasses quand il passe. Même s'il fait un gala sans entr'acte, ce qui les oblige à payer un peu plus cher les ouvreuses qui devaient soutirer des sous au public en quêtant avec les programmes. C'est ça Leforestier. C'est pas un chanteur qui utilise des idées « à la mode » pour se faire des sous, qu'on se le dise.

Autre chose, il profite de son succès pour donner un coup de main à des artistes qu'il trouve intéressants et pour qui ça marche pas fort.

Pour son premier soir au palais des congrès, il avait pris Yvan Dautun en première partie. Dautun, c'est un chanteur... comment dirais-je... plein de talent ! (1) Il voudrait bien se faire connaître mais pour se faire connaître, faut faire un disque ou passer à la télé. Pour passer à la télé faut avoir fait un disque. Pour faire un disque, il faut se faire remarquer par les gens des maisons de disques. Pour se faire remarquer, il ne reste plus que la scène, mais pour faire de la scène il faut être connu... donc avoir fait un disque. Ou être dans le programme d'une vedette qui choisit sa première partie. Dautun fait quatre soirs avec Leforestier. Ça marche moyennement. Le public n'est pas bien prêt. Pourtant c'est bien. En mai, il va passer à la Pizza du Marais. Il pourra chanter une heure et demie tous les soirs. Ça vaudra le coup. On vous donnera les dates et on fera un reportage en critique de la chanson.

Berroyer

(1) J'ai de ces formules.

ANNONCES

● Le 23 mars à 15 h, au Vrai Chic Parisien, 18 rue d'Odessa. Font et Val joueront : « En ce temps là les gens mouraient », au profit du comité anti-nucléaire de Fessenheim.

● Au même endroit, pour vos petits merdeux, à 14 h 30 et 16 h : Yeletat, un spectacle d'animation qui ne prend pas les merdeux pour des cons, chaque mercredi.

L'ARMÉE ENVAHIT LA BRETAGNE

On prête beaucoup de vocations à la Bretagne : vocation militaire, vocation touristique, et maintenant vocation nucléaire. La première en date - la vocation militaire - est née des Etats-Majors après la guerre d'Algérie. Depuis, il ne s'est pas écoulé une seule année sans que de nouveaux panneaux « terrain militaire, défense d'entrer » ne se plantent sur le sol celtique.

Derniers projets en date de la pieuvre kaki en Bretagne : à Châteaulin dans le Finistère, et à Quistinic près de Lorient. A Châteaulin, il s'agit de l'implantation d'une caserne et de son camp d'entraînement sur 200 ha, pour un régiment d'infanterie. Mission : protéger les précieuses installations militaires de la presqu'île de Crozon (base atomique de l'île Longue et ses dépendances, Ecole Navale, base aéronavale de Lanvéoc, abris anti-atomiques de l'OTAN et autres...).

Près de Lorient, à Quistinic, les militaires ont projeté d'implanter un vaste terrain d'entraînement (400 ha) pour les tristement célèbres commandos de marine stationnés à Lorient. Dans les deux cas, les surfaces d'implantation sont relativement faibles, du moins si on les compare aux 17.000 ha du Larzac. Mais elles se situent sur des lieux « importants ». Près de Châteaulin, les militaires doivent exproprier une zone industrielle en cours d'installation et la colline du « menez ke lec'h », haut lieu du parc naturel d'Armorique. A Quistinic, un projet de défrichage des terres avait été lancé par les paysans du coin. Il semble qu'il faille y renoncer...

C'est en avril 1974 que le projet de la caserne de Châteaulin est sorti des coulisses. A cette date, le préfet consulte les syndicats locaux d'exploitants agricoles sur les inconvénients d'une telle implantation. C'est aussitôt le tollé général. Même les notables-les plus conservateurs crient

à l'imposture. Ainsi prennent position contre : les chambres d'agriculture, la Commission des Sites, le CECAR (Centre d'Etude Economique d'Armorique), diverses municipalités voisines, et le sénateur centriste local (Le Jeune). Seul, le maire-notaire de Châteaulin exalte les bienfaits économiques et moraux d'une présence militaire. Les plus combattifs, eux, ne se satisfont pas de discours. Fin juin, ils créent le comité de défense contre l'implantation militaire dans le canton de Châteaulin. Il regroupe les paysans-travailleurs, les syndicats locaux d'exploitants agricoles, des lycéens, des profs, des militants de la CFDT et des partis politiques bretons de gauche. Tout ce monde travaille pour la première fois ensemble. Les premières réunions rassemblent plus de cinquante personnes dans une ambiance fiévreuse.

Avec les premiers éléments du projet, les membres du comité découvrent très vite que l'implantation est vouée à une extension rapide. En effet, la caserne et le camp d'entraînement sont séparés par un terrain de 200 ha, actuelle propriété d'un notaire âgé et sans héritier. De plus, le projet est distant de cinq cents mètres du « menez hom », où des centaines d'hectares de landes étaient abandonnées aux ajoncs et aux vents. Depuis l'été dernier, les manœuvres s'y succèdent à un rythme accéléré.

Le 16 août, alors que d'autres convergent par dizaines de milliers sur le Larzac, près de deux mille personnes se rassemblent sur la colline Menez Kelec'h pour un « piknik vraz ». Casse-croûte dans les champs, panneaux explicatifs, musique et danses bretonnes. Et aussi des discours. Malgré les travaux des champs, plusieurs dizaines de paysans des alentours passent, « juste pour un bonjour ».

Le 22 septembre, manif sur la zone industrielle de Ty Vougeret, convoitée par l'armée. Deux mille personnes très calmes défilent dans les rues de Châteaulin. Les rideaux se soulèvent, les fenêtres s'ouvrent, le débat est ouvert à Châteaulin. Les personnalités de gauche sont venues tâter le terrain.

Quand Giscard s'est rendu à l'île Longue, le 7 novembre dernier, les membres du comité ont envisagé toutes les initiatives. Mais rien ne fut possible : Ponia avait bourré la région de barbouzes. Quelques jours auparavant, au cours d'une réunion au centre agricole de Kergadalen, près de Châteaulin, le comité avait invité les syndicats et partis de gauche - PC et CGT ne se sont pas manifestés - et les partis bretons pour se prononcer sur les suites de l'action. Les comités de soutien, créés dès l'été dernier à Brest, Douarnenez, Quimper, Morlaix, Quimperlé, Landerneau, etc... étaient également présents. La réunion fut très chaleureuse et, depuis, le mouvement a pris de l'ampleur dans toute la Bretagne.

Le 22 décembre, le comité de défense invitait à un « fest noz braz » à Dinéault, une commune voisine. Quinze cents entrées sont enregistrées. Le plancher de la salle des Fêtes plie dangereusement sous le nombre. L'impact de ce fest noz est particulièrement important sur le plan local car, pour la première fois, les « paysans silencieux » et les « braves gens » se sont mouillés, et ont affirmé leur hostilité au camp militaire. Autre décision du comité de défense : passer le film « Gardarem lo Larzac » dans les hameaux et les quartiers de Châteaulin pour développer la mobilisation locale et isoler les notables. Quand l'armée s'était installée à l'île Longue en 1964, personne, ou presque, n'avait râlé.

Dès l'origine du comité, il avait été décidé de prendre contact avec les gens de Quistinic. Ces contacts ont été pris, mais il semble qu'à Quistinic, les choses soient difficiles à mener. Dans cette commune, les militaires s'étaient implantés en rachetant il y a quelques années une école religieuse : en Bretagne, le sabre et le goupillon font bon ménage. Rapidement, les terrains proches de l'école furent également rachetés. Les commandos devinrent omniprésents dans la commune et dans les champs, pour le malheur des récoltes. Le ton changea très vite, et « l'esprit 1914 » des saines joies de l'armée disparut de la pensée des habitants de la commune. Des six hectares de l'école religieuse, l'armée était passée à treize hectares. Aujourd'hui, un projet d'implantation de 90 ha, puis de 400 ha est en place. La réaction est vive mais diffuse, car les notables locaux ont encore de l'influence.

Actuellement, tant à Quistinic qu'à Châteaulin, les autorités font patte de velours. Après avoir mis en place une stratégie des implantations progressives qui montre, au passage, que les Etats-Majors ont réfléchi depuis le Larzac. Les préfets laissent courir des informations contradictoires et parlent d'autre chose. De temps en temps, ils tapent sur la table. Comme en octobre dernier, après de longs mois de silence : « Il est regrettable que des gens responsables se laissent entraîner par des chevelus et de toute façon la caserne sera construite ! » Puis ils retournent au silence, misant sur le pourrissement ; ou aux arguments les plus bas : « l'installation d'une caserne permettrait aux filles de la région de se marier plus facilement ! ». Sic !

Olive

EH BIEN VOILA, ILEST MORT - PARTI DE ZERO, IL EST REDEVENU ZÉRO - UNE VIE ENTIÈRE CONSACRÉE À ACCUMULER, AVEC UN GÉNIE CERTAIN, DES MILLIARDS SUR DES MILLIARDS, LAISSÉS À QUELQUES PARASITES VORACES ET BLASÉS, C'EST CON - ET SI, PRIS DU BESOIN D'ÊTRE UTILE, IL AVAIT SUBVENTIONNÉ LE LARZAC, RACHETÉ LA PLANCHE DES BELLES FILLES ET DOTÉ LA G.O... SI ARISTOTE ONASSIS AVAIT AINSI AGI, NOUS LUI AURIONS FAIT UNE DE CES FÊTES FUNÉRAIRES, NOUS L'AURIONS MÊME PLEURÉ, TIENS - AU LIEU DE QUOI, ON SE FOUT DE LUI, AUJOURD'HUI, MAIS À LA PLANCHE DES BELLES FILLES, EN HAUTE-SAÔNE,

C'EST BIEN UNE QUESTION DE FRIC ! UN PROJET ABERRANT DE STADE DE NEIGE RISQUE DE DÉGRADER TOUT LE SECTEUR DU MASSIF. ENTRE LES FORÊTS À RASER, LES ROUTES À BÂTIR, LES PARKINGS ET LES REMONTE-PENTES, CELA FAIT PLUS DE 5.000 HÉCTARES FOUTUS. OR CE PROJET EST UNE ESCROQUERIE ET UN CRIME.

ICI, C'EST PAS UNE QUESTION DE FRIC - ALORS ON SE PASSERA BIEN DE LUI - MAIS J'AURAIS TOUT DE MÊME PAS REFUSÉ LA FÊTE !

- UNE ESCROQUERIE, CAR, COMME L'ÉTABLIT UN RAPPORT DE 1972 DE LA DION DALE DE L'AGRICULTURE DE LA HAUTE-SAÔNE, CE SITE NE CONVIENT ABSOLUMENT PAS AU SKI ALPIN : PEU OU PAS D'ENNEIGEMENT - FAIBLE DÉNIVELLÉ (870-1140) - ALTITUDE INSUFFISANTE - EXPOSITION SUD-OUEST. - UN CRIME, CAR SELON LE PR THÉOBALD, DU LABORATOIRE HYDROLOGIQUE DE FRANCHE-COMTÉ, LA QUALITÉ DES EAUX DU BASSIN NE PEUT ÊTRE MAINTENUE QUE SI CETTE VALLÉE N'EST PAS LIVRÉE AU TOURISME - IL Y AURAIT BIEN UNE SOLUTION : CE SERAIT DE CONSACRER CE MASSIF À LA PRATIQUE DU SKI NORDIQUE - MAIS C'EST LÀ UN SPORT TROP PEU RENTABLE POUR DES PROMOTTEURS - Soulas



« POUR » :

Te moque pas des belges, tu pourrais avoir besoin d'eux.

Ce qui frappe quand on se balade dans les rues de Bruxelles, ce sont les vitrines des libraires. Sur chaque revue ou bouquin montrant une photo de fille à poil en couverture, figurent des petits caches collés à l'endroit du sexe ou sur la pointe des seins. On n'a même pas le droit de montrer des tétons.

Par contre, les titres sont autorisés. Ce qui fait qu'on peut voir, par exemple, un bouquin appelé : « Filles vicieuses au lycée » avec une nana à poil, photographiée ou dessinée, sur la couverture. La fille est vue de profil. Le libraire a découpé un petit bout de papier grand comme deux confettis et l'a collé juste sur le téton. Ça paraît ridicule. En fait c'est un jeu pour les petits enfants. En France, quand on interroge les petits enfants sur leur naissance, ils doivent répondre qu'ils sont nés dans un chou. En Belgique, quand on demande aux petits enfants ce qu'il y a au bout des seins des dames la bonne réponse est : « au bout du sein gauche se trouve la tête de Milou et celle de Tintin au bout du sein droit ». Si l'enfant interrogé répond comme il faut, il gagne une bonne bière. Si, un exemple, l'enfant est wallon et qu'il répond : « Au bout des seins de maman se trouvent deux petites boules que notre voisin flaminguant vient sucer pendant que papa est au travail », il prend, une fois, deux baffes dans sa petite gueule, sais-tu, et monte dans sa chambre sans manger son cornet de frites. La vérité, c'est que le christianisme cache-sexe est encore bien implanté en Belgique. La preuve, le parti dominant, qui partage le pouvoir avec le socialiste, est social chrétien. Au niveau de la presse, la censure s'exerce principalement sur les photos de nu (on n'a pas le droit de montrer son nu) et sur les écrits traitant des problèmes du Zaïre où la Belgique a encore des intérêts.

A part ça, le régime est plutôt libéral. L'équivalent, en popularité, de notre « Télé 7 jours », c'est « Télé Moustique ». Dans le numéro que j'ai acheté, était publié un entretien avec Fidel Castro. Le ton de journal est plutôt sympa. La télévision, elle même, est très différente de la nôtre. Pas de matraquage publicitaire. La R.T.B est reconnue comme une des plus objectives. La radio déverse assez peu de chansons débiles. Une petite partie des jeunes socio-chrétiens mènent des actions qui les placent plutôt à gauche.

Le parti socialiste fait peu de coups d'éclat à part qu'il porte la responsabilité de l'implantation des multinationales. Pas de chance, c'est tombé sur lui. Question de

contexte historique. Sa façon de s'aplatir récemment devant les compagnies pétrolières est dans toutes les gorges chaudes. Si une fraction des jeunes socio-chrétiens penche à gauche, on ne peut pas en dire autant des leaders du parti. L'un d'entre eux, Van Den Boeynants, actuellement connu comme patron des bouchers et roi du racket immobilier, cumule les fonctions gouvernementales de ministre de la défense nationale et ministre des affaires bruxelloises. Des affaires, il en fait, mais c'est pas toujours du goût du public. Sur les murs de Bruxelles on voit des affiches disant : « Non aux trente milliards, non à la vie chère, non à l'armée de métier ». C'est lui qui est en cause. Il propose de pomper trente milliards sur le budget national pour remplacer des avions de l'armée qui ne lui semblent plus de saison. Quinze mille personnes sont descendues dans la rue pour lui dire qu'il y avait des investissements plus intelligents à faire. Même son parti était dans la rue. Il n'y a plus que lui qui s'entête. Trois fournisseurs sont pressentis pour cette affaire : les Etats Unis, la Suède et la France. On raconte que Van Den Boeynants se serait fait graisser la patte par Dassault. Finalement les autres concurrents seraient mieux placés. Il aurait choisi un mauvais cheval. Il risque d'être en balance. S'il saute, il ne sera pas dans la misère, il doit avoir des économies.

Sur le plan écologique, ça ne bouge pas encore beaucoup. Prenons les centrales pendant que c'est chaud. Un projet prévoit l'implantation d'une dizaine de centrales nucléaires sur le territoire belge. Ayant vent des mouvements de protestation français, le gouvernement a prévu son coup. Il vient de décider d'ajourner le projet pour trois mois. En attendant il va réunir une assemblée de « sages ». Evidemment, la population ne sera pas consultée. Les sages seront des scientifiques. On mettra quelques « contre » dans le lot puisqu'on est libéral mais on fera travailler le professeur Halter, homologue belge de Leprince-Ringuet. La Gueule Ouverte a dé l'avenir en Belgique. Sur Bruxelles, on compte un million de personnes bilingues, mais sur l'ensemble du pays quatre millions et demi sont francophones et cinq millions flamandes. La presse doit tenir compte de ces différences. Actuellement, la presse de gauche est peu représentée. A part les quelques feuilles de groupuscules, qui, comme partout, ne sont lues que par leurs membres, le seul journal de gauche s'appelle « Pour ». « Pour », c'est le sujet de cet article. L'introduction est longue mais il fallait situer (à

peu près) le canard dans son contexte. « Pour » est un groupe politique d'inspiration marxiste sans étiquette, ni Lénine, ni Mao, ni Trotsky. Le journal n'est qu'un des moyens d'expression du groupe. Un des membres d'origine avait créé, il y a quelques années, le journal « Le Point ». Le point belge, journal interdit en France par Marcellin. Après la mort du Point, une idée a germé : former un groupe qui sortirait un journal autogéré. Un journal, je reprends leurs termes : « au service du peuple, un journal de masse qui ne dépende ni de la publicité ni de la finance, qui ne soit pas à la solde des partis qui nous gouvernent, un journal qui consulte les gens du peuple, qui les aide à prendre la parole pour qu'ils expliquent dans la langue de la vie de tous les jours, leurs souffrances, leurs luttes, leurs espoirs. » Le groupe s'est formé, une ligne politique a été définie. (Ils se sont d't : « Tiens, on va être de gauche ! ») Ils ont fait leurs plans et se sont mis au boulot. Ils ont commencé tout petit, comme Dassault (1), et faut voir où ils en sont au bout de quatre ans. On pousse la porte d'un immeuble et on entre dans un journal. Dans les locaux qu'ils ont retapé eux-mêmes, on trouve une salle de rédaction, une d'archive, une de rédaction, photo composition, montage, téléx, labo-photo, rotatives offset, etc. Ils ne sont pas nombreux mais chacun sait tout faire. Ils ont appris sur le tas à photocomposer, monter, imprimer, nettoyer les machines, déboucher les chiottes et rédiger des articles. Le plus âgé a 35 ans. Quand quelqu'un tient un nouveau rôle, on lui laisse le temps nécessaire à sa formation. Tant pis si on perd un peu de temps, tant pis si celui qui apprend à imprimer gâche un peu de papier, c'est de l'investissement à long terme, de l'investissement humain.

Les militants de « Pour » ne se contentent pas de faire leur canard. Ils participent activement aux luttes dans les usines. Ils sont présents dans chaque grève, et pas en voyeurs. Ils donnent un coup de main et rendent compte ensuite des événements dans le canard. Au plus fort des querelles linguistiques, habilement utilisées par la bourgeoisie, ils ont pris position en faveur des flamands pour l'université de Louvain (2). Des wallons en faveur des flamands, ça a jeté un froid. Chaque semaine, des lettres leur parviennent réclamant une édition de « Pour » en flamand. En plus du journal, ils ont créé une librairie-restau-bistro qui sert de lieu de rencontre. Ils ont un cirque pour le Fête de mai et autres manifestations. Qu'un Lip belge se produise et aussitôt ils

plantent leur chapiteau sur les lieux de l'événement pour meeting, fête, dodo, et sortent un quotidien. Rien ne peut s'y opposer, ils possèdent leur imprimerie. Suffit qu'ils aient une bonne réserve de papier. Jusqu'à maintenant, tous les buts fixés ont été atteints dans les temps. Bien sûr, ils ont quelques dettes mais elles se résorbent petit à petit grâce à l'augmentation des ventes du journal qui est passé de bi-mensuel à hebdo. Leur manifeste du numéro zéro semblait utopique. Les petits groupes d'extrême-gauche disaient : « vous pensez bien que si c'était possible, on l'aurait déjà fait ». Maintenant que ça commence à marcher, on entend parler de provenances douteuses au niveau fric. C'est le coup classique. Manque de pot pour les détracteurs, « Pour » est une maison de verre. Les livres de compte sont ouverts aux sceptiques. Ils peuvent tout prouver. Ils sont conscients du fait que le canard pourrait être mieux foutu mais, rappelons le, ils se font pas seulement un canard. Le refus du jargon politique et de l'intellectualisme au niveau rédactionnel porte ses fruits. Le journal, sans basses concessions, devient tranquillement populaire. Les autres feuilles extrémistes ne dépassent toujours pas le cercle des convertis.

La Belgique n'est pas pour autant entrée en révolution. Cet article par sa longueur ne permet pas d'aborder beaucoup les détails. On entend déjà tous les oui mais... Si l'expérience vous intéresse, le meilleur moyen d'en savoir plus est de lire « Pour » et de leur écrire. On en reparlera sans doute dans la Gueule Ouverte, un autre journal.

Berroyer.

(1) Dassault avait plus de mérite, il était tout seul.
(2) Louvain, en jargon politique = Bastion impérialiste.

Je m'abonne à l'hebdomadaire « POUR » :
6 mois = 50 FF / un an = 95 FF
et verse la somme de FF, qui représente ... abonnements à « POUR », au compte n° 310-0263767-13 de « POUR » écrire la liberté/ASBL de la Banque de Bruxelles/Belgique ;
ou je joins un chèque bancaire d'un montant de FF dans l'enveloppe.

Nom et prénom

Rue N°

Code postal Localité

Tél. Prof. Age ..

CAMARA

Camara a choisi son camp, et au Brésil, ce n'est pas facile quand on appartient à l'Église. L'évêque auxiliaire de Uberaba expliquait un jour : « Si un évêque déclare : j'aime le Brésil et je veux le désordre ; et qu'un soldat déclare : j'aime le Brésil et je veux l'ordre ; je dirai alors : que se taise l'évêque et que parle le soldat ». L'archevêque de Sao Luis est aussi précis : « Quand l'Église chante l'hymne national et que le gouvernement chante le Te Deum, c'est le signe que tout va très bien ».

Pendant ce temps, Camara, « l'évêque rouge » de Recife, lance l'opération espérance dans les faubourgs de la ville et en zone rurale depuis 1972. Une poignée de personnes s'attaque à l'alphabétisation, à la formation professionnelle, à la résolution de problèmes de quartier (électricité, voirie, nettoyage, transports), à la création de maternelles, à la formation ménagère, aux centres de vaccination... et à la réflexion sur les événements au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Chaque année, des milliers de personnes commencent l'exode vers le Sud ou vers Recife, pour s'entasser dans des bidonvilles et vivre « en marge » dans des conditions de vie et d'insalubrité insoutenables. Recife a aujourd'hui plus de deux millions d'habitants (augmentation de 65 % en dix ans).

La plupart des industries installées sont des filiales de sociétés multinationales : Alcan (Canada), Safon Teijin (Japon), Pelikan, Bosch, Dow Chemical, Nestlé (Suisse), Brascan (Canada, mais en fait USA), etc.

La stratégie du gouvernement vis-à-vis des personnalités trop engagées est claire : - premier temps : on dénonce « l'infiltration communiste dans les rangs ecclésiastiques » à l'aide de discours ou par les « silencieux ».

- second temps : isolement des groupes non conformistes ou des personnalités. Il est interdit de mentionner le nom de Camara dans les journaux.

- troisième temps : répression directe. Des évêques ont eu des ennuis. Plusieurs centaines de prêtres connaissent l'arrestation et, pour beaucoup, la prison. Des commandos de Chasse aux Communistes ont assassiné le P. Neto. Il y a 12.000 prisonniers politiques !

Camara est venu en France du 7 au 10 mars, et a parlé à Grenoble devant 6.000 personnes. Il venait présenter un texte dont il est l'initiateur, « j'ai entendu les cris de mon peuple » (1), signé par dix-sept évêques ou autres supérieurs religieux brésiliens.

Précédé de quelques notes sur le Nord-Est, ce texte fit scandale chez les bien-pensants. Pour une fois que des évêques agissent intelligemment, on se doit de passer des éléments de leur analyse, même si parfois, elle sent encore un peu trop le catéchisme :

« Dans le Nord-Est, le revenu par habitant s'élève aujourd'hui à un peu plus de 200 dollars annuels. Le déficit de logements

est estimé à 2,3 millions. Il tend à augmenter...

« Le nombre de logements n'a pas augmenté en proportion de la croissance démographique (18 % et 25 %)...

« Parmi les personnes âgées de cinq ans et plus, c'est-à-dire celles qui devraient fréquenter l'école ou être déjà passées par elle, près de 60 % sont analphabètes...

« Le « protectionnisme » généreux de celui qui regarde d'en haut vers les « classes inférieures », comme s'il était nécessaire qu'il y eut des injustices pour que la générosité devint possible, le « patriarcalisme » et l'« assistantisme », réflexes d'une donnée culturelle, sont devenus des instruments de contention du désir de participation du peuple aux décisions qui concernent son existence, c'est-à-dire des instruments de dépendance et de marginalisation...

« Quel miracle brésilien ?... »

« Sur le plan économique, on assiste à la réalisation de la plus grande offensive jamais vue dans l'histoire du Brésil en faveur de la pénétration des capitaux étrangers...

« Dénué de crédit, d'intérêt et d'espoir du côté du peuple, le « miracle brésilien » a pour conséquence, de l'autre côté, de favoriser ceux qui ne sont pas dans le besoin... L'appauvrissement relatif et absolu du peuple marche sur les traces du « miracle ». La concentration du revenu a atteint des niveaux qui traduisent mieux que tout la vraie signification de la politique économique du gouvernement. En dix ans, les 20 % de la population qui entrent dans la tranche des revenus les plus élevés, ont vu leur participation au revenu national passer de 54 à 64 %...

« Pour faire le prétendu « miracle brésilien », le gouvernement continue, par la réglementation du salaire minimum, à transférer une partie du revenu des classes salariales vers les classes qui bénéficient des fruits de la croissance économique...

« L'absence de liberté, la violence et la répression, les injustices, l'appauvrissement du peuple et l'aliénation des intérêts nationaux par le capital étranger ne peuvent être le signe que le Brésil a trouvé le chemin historique de son auto-affirmation... »

Si les évêques ne croient plus aux miracles !
Georges Didier

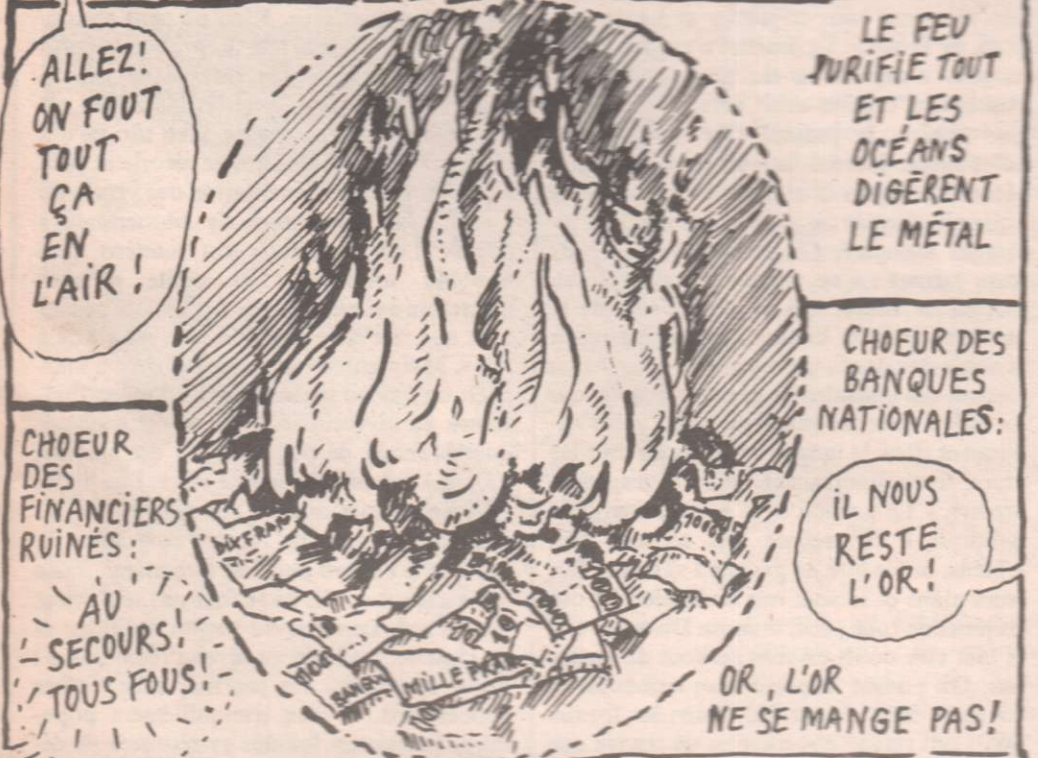
Les copains du MDPL ont des ennuis.
MDPL : Mouvement pour le Désarmement, la Paix, la Liberté (ex MCAA, contre l'armement atomique).

En mai 71, ils se font cambrioler le fichier et les dossiers, et comme ils continuent de s'occuper du Larzac, des Objecteurs, des Immigrés, de la Pollution et que sais-je encore ?, le Groupe d'Intervention Nationaliste vient de les plastiquer. Ils demandent donc de l'aide et des sous :

MDPL, 3 rue Michel Vernière, 34000 Montpellier, CCP Paris 227222.

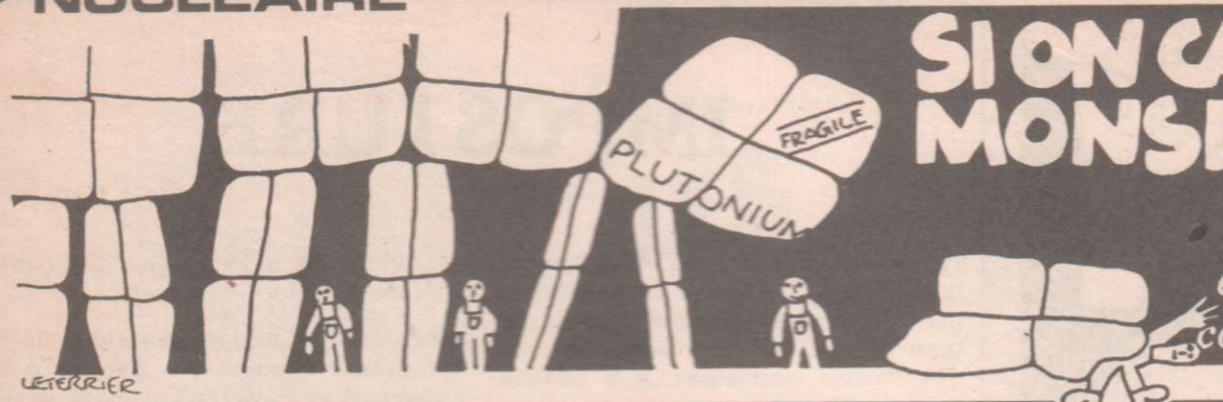
LE PETIT

ÉCONOMISTE



SI ON CAUSAIT SÉCURITÉ, MONSIEUR PELLERIN ?

Au Centre d'Études Nucléaires de Saclay, en 1973, onze accidents d'irradiation et de contamination radioactive ont été déclarés...



A INSI qu'exposé dans cette chronique nucléaire, la semaine dernière (« Halte aux pompiers pyromanes ! »), le S.C.P.R.I. (Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants) de M. Pellerin, relevant des ministères de la Santé Publique et du Travail, est le seul organisme public ayant pouvoir de contrôler la sûreté des installations et la sécurité des personnels de tous types d'activités nucléaires. Il a donc dû avoir à connaître, au cours de l'année 1973, et entre autres, des treize accidents survenus sur le Centre de Saclay. Comme le souligne le Groupe Information Travail (1) qui vient de me communiquer le dossier officiel - (2) « document destiné à l'information interne du CEA... ne peut être communiqué à l'extérieur » - consacré à leur analyse, « ces accidents et les conditions de travail au C.E.N. Saclay sont un sérieux avertissement, d'autant plus que c'est encore un lieu privilégié par rapport aux centres nucléaires de production (ex-usine de Bouchet, usine de la Hague, mines de la Crouzille...) » Je rentre de la Hague, et je peux vous dire que les ingénieurs CEA que j'y ai rencontrés en sont plus que d'accord. (3)

Saclay, c'est quoi ?

Le CEN.S., avec ses quatre mille huit cents agents CEA, ses mille « contractuels » (chercheurs, stagiaires et collaborateurs divers) et les quelque trois mille travailleurs « extérieurs » (c'est-à-dire appartenant à des entreprises privées travaillant sur le centre), est le plus important des quatre Centres formant le secteur de la recherche fondamentale et appliquée du CEA. (Les trois autres sont, dans l'ordre des « effectifs », le CEN - Cadarache, le CEN-Grenoble et le CEN-Fontenay-aux-Roses). Sans que cela soit dit explicitement ni dans le document « officiel » ni dans le commentaire du G.I.T. Saclay, il est plus que probable que les accidents déclarés : 1. ne constituent pas un inventaire « exhaustif » ; 2. ne renvoient qu'aux risques subis par une certaine catégorie de travailleurs, en l'occurrence les agents CEA - à l'exclusion des intérimaires et autres « occasionnels »...

En outre, comme l'énonce très nettement le G.I.T., il est « très difficile d'obtenir des précisions concernant les incidents quotidiens, le nombre et la nature des accidents du travail et des déclarations en maladie professionnelle ». Les treize accidents pris en compte par la Commission centrale de sûreté des installations ne constituent donc qu'un échantillonnage à fins d'analyse... Aussi bien, ainsi que le signale le G.I.T., si les statistiques officielles du Centre (« si peu connues du personnel... ») font apparaître deux cents cas de contamina-

tion entre 1970 et 1973, il est patent qu'en l'espace de seulement deux ans (1971-1972), six cents contaminations internes (dont deux cents trois travailleurs des Entreprises Extérieures) ont été détectées par les examens systématiques de spectrométrie (le passage au « cercueil »). La conclusion est évidente : à supposer même que le « dépistage » soit sérieusement fait (et les méthodes d'auto protection actuellement pratiquées en laissent douter), de nombreux incidents ne sont pas déclarés...

Le rapport officiel

Ce document, donc, comme dit précédemment, appartient à cette littérature **frappée d'interdiction de diffusion extérieure** qui est monnaie courante au CEA. La démarche du G.I.T. de Saclay est tellement peu évidente qu'il éprouve le besoin de s'en expliquer : « Pourquoi publier une liste des accidents dans un centre de recherches nucléaires ? D'abord parce qu'il y a des accidents et que personne n'en parle. Les journaux refusent de s'informer ou refusent de diffuser les informations quand on les leur transmet. Les accidentés eux-mêmes sont très réticents à en parler et presque toujours refusent de les rendre publics. Les médecins qui les soignent sont, pour la plupart, d'une prudence qui frise la complicité... Dans l'industrie, la tradition syndicale explique les accidents du travail par la loi du profit. C'est peut-être un peu rapide comme analyse. Pour un centre de recherches, cette explication ne convient pas... Les accidents mettent en cause beaucoup de choses. La Science, source de progrès, ne peut être mise en question comme source de mal sans choquer profondément et sans provoquer des réactions violentes. La loi du profit est donc la bienvenue pour masquer la réalité... L'ignorance des dangers courus (et qu'on fait courir aux autres) n'est avancée que prudemment car cela pourrait remettre en cause le savoir et la hiérarchie scientifique des experts si soigneusement choisis sur les critères sacro-saints du savoir (...). Peut-être introduira-t-on pour les scientifiques la même notion de pertes normales permises qu'on a attribuée aux chefs militaires en manœuvre... »

Extraits du « rapport » : Accident n° 3. « Deux agents effectuent des travaux de piquetage dans un caniveau d'effluents contaminés par de l'américium-241. Ils sont revêtus d'un masque respiratoire et d'une tenue étanche et utilisent un marteau-piqueur muni d'une pointe ordinaire ; un dispositif d'aspiration est placé au voisinage de la surface de travail. L'analyse de l'activité recueillie sur un filtre de prélèvement atmosphérique... montre que l'exposition à la contamination atmosphérique a été d'environ deux mille CMAh

(concentration maximale admissible par heure - NDLR), ce qui a conduit à la contamination des deux agents malgré leur masque, et à celle de deux agents qui avaient séjourné quelque temps sans masque. Faits à noter : 1. La demande d'avis de travail présentée au S.P.R. (4) ne parlait que de grattage et de bouchardage des caniveaux et non de piquetage au marteau piqueur ; 2. Le séjour, sans masque, des deux autres agents sur les lieux de travail, n'avait aucune raison professionnelle. »

Commentaire du G.I.T. : « Au fait, quand et comment ce caniveau a-t-il été pollué ? Le rapport est plus que discret à ce sujet. »

Accident n° 4 : « Lors de la mise en place d'un château-poubelle du type « Padirac » modifié, sur une cellule, trois agents ont été victimes d'une contamination interne par de l'américium-241 provenant d'une contamination de l'intérieur du château. Faits à noter : 1. La mise en œuvre de ce type de Château-poubelle est délicate et le Service Technique d'Etudes de Protection et de Pollution Atmosphérique (STEPPA) organise des cours pour les opérateurs ; 2. La décontamination de l'intérieur du château, après vidange, n'est effectuée que si l'utilisateur le demande ; 3. Les opérateurs ne portaient pas de masque respiratoire ; 4. Le S.P.R. n'a été alerté que le lendemain. »

Accident n° 9. « Un transfert de sources d'Yttrium-90 ayant été effectué à l'aide de conteneurs mal bouchés, environ cent millicuries d'Yttrium-90 ont été libérés, provoquant une contamination des locaux qui aurait pu avoir des conséquences graves pour le personnel, si l'accident n'avait pas été découvert immédiatement... »

Toujours extraits du rapport de la Commission, chapitre « analyse » : « **Trois accidents (sur treize ! NDLR) ont été mis en évidence par le tableau de contrôle des rayonnements...** Deux accidents auraient eu des conséquences beaucoup plus limitées si les agents s'étaient contrôlés après leur travail... »

Enfin, au chapitre « Enseignements à tirer » : « Toute personne travaillant dans un laboratoire où existent des risques de contamination doit impérativement se contrôler après chaque manipulation et avant de sortir du laboratoire. Il est fondamental de faire comprendre aux personnes qui négligent volontairement ces consignes qu'un individu contaminé peut transmettre cette contamination à son voisinage, à l'insu de celui-ci, aussi bien par contact direct que par l'intermédiaire d'objets communs (...) Le manque de connaissances en radioprotection ainsi que l'accoutumance au danger sont des facteurs de risques importants... » On

reconnait bien là l'inconsciente hypocrisie des rapports officiels. Inutile de développer.

Le texte élaboré par le G.I.T., texte de réflexion qui s'appuie sur le rapport précité mais élargit l'analyse aux plans social et politique, contient un certain nombre de réflexions, dont voici les plus importantes - à mon sens.

De quelques faits (jusqu'alors non livrés à l'information) : En trois ans, à Saclay, on a dénombré cent dix-huit contaminations par l'iode-131... Un cas grave, ayant entraîné la mort, par cancer : contamination par des poussières actives de conteneurs revenant des « labos chauds » et mal décontaminés... Des accidents sur les grands appareils : à Saturne, un physicien du CNRS a pris le faisceau (de neutrons) dans la tête. Il aurait partiellement perdu la vue... A l'accélérateur Linéaire de l'Orme des Merisiers (5), un travailleur d'une Entreprise Extérieure, devant effectuer une réparation, est irradié par le faisceau : **l'accélérateur marchait alors que les sécurités avaient été court-circuitées sur le tableau de commande, ce qui est une pratique courante sous dérogation autorisée par la hiérarchie et le S.P.R....** »

... Dans leur conclusion, les membres du G.I.T. soulignent avec force le mensonge des statistiques : « que valent les statistiques connues du genre « pourcentage d'agents ayant reçu une dose comprise entre 0,5 et 5 rems », ou encore « dose moyenne d'intégration par agent en millirem ». La dose moyenne définie comme le quotient d'une dose globale par le nombre total d'agents n'est pas significative de ce que reçoivent individuellement les travailleurs concernés, exposés aux rayonnements... » (6).

Ils y expriment aussi, Monsieur Pellerin, leur totale absence d'illusion sur le bien-fondé de la « mission » de vos services. « Il ne faut pas compter sur M. Pellerin, le chef du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, - lui qui a donné l'autorisation de construire à Gif-sur-Yvette sur un terrain contaminé par du radium - pour avoir des informations... »

E. Prémillieu

(1) La sécurité du travail au Centre d'Études Nucléaires de Saclay. Dossier réalisé par le Groupe Information Travail - Saclay. Diffusion A.P.R.E., 12 rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis. Prix : 5 F.

(2) Document : commission centrale de sûreté des installations nucléaires. Information - Sûreté - Laboratoires - Usines - Transports. 1974, n° 4.

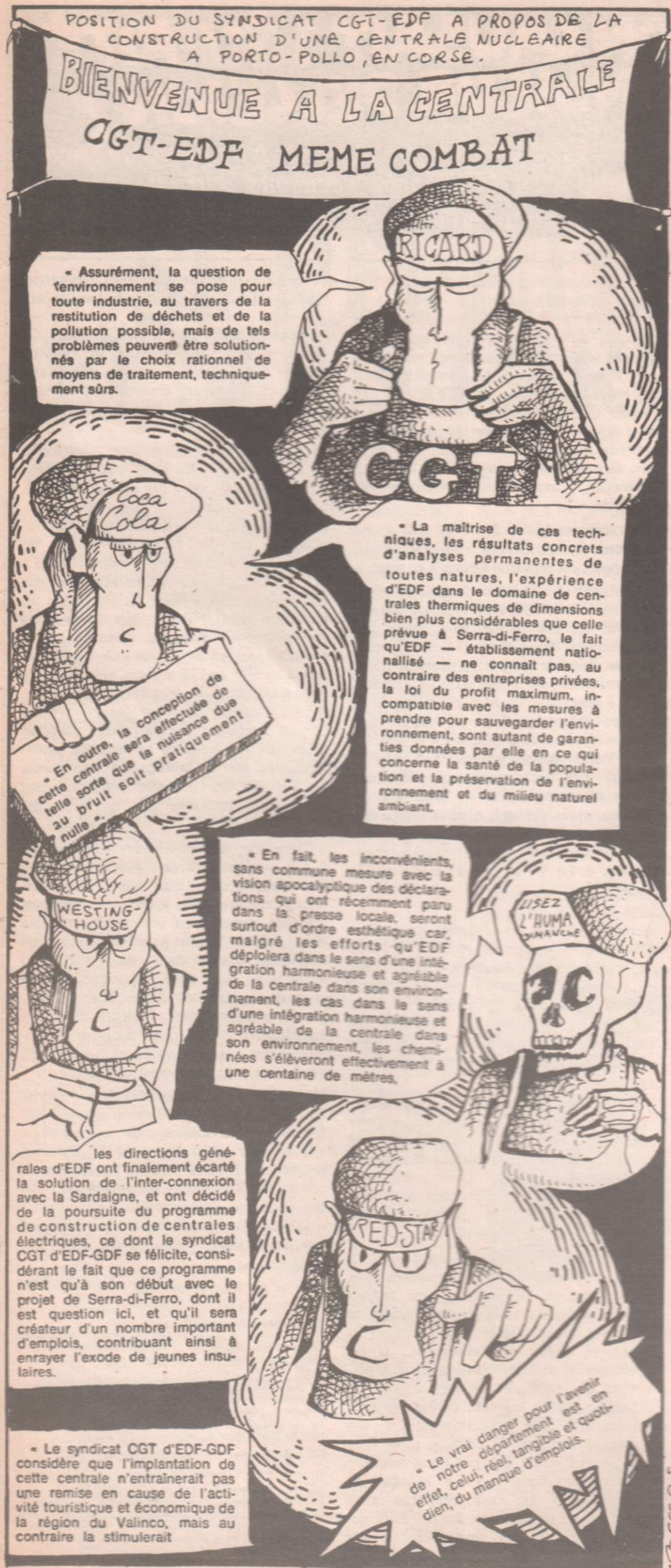
(3) Un dossier - en préparation - sur les conditions de travail dans l'industrie nucléaire, leur donnera la parole.

(4) S.P.R. : Service de protection radiologique.

(5) Annexe (de 50 ha) du CEN Saclay.

(6) Extrait du Rapport 1973 du CEA : « L'exploitation statistique des données (exposition des travailleurs) a permis de mettre en évidence l'état satisfaisant de la protection contre les rayonnements dans les établissements du CEA ». Ce genre de « travail » se fait en liaison étroite avec le S.C.P.R.I.

IMPOSTURE



Le secrétaire général du Parti Communiste vient à nouveau de nous mettre en garde contre les privations qu'on prétend imposer, sous prétexte de crise, aux classes laborieuses. Il a parfaitement raison de protester et on ne pourrait que l'en féliciter s'il ne dévoilait par la même occasion une absence totale de perspectives et l'imposture radicale des meneurs politiques actuels.

Les précédentes périodes de crise nous ont déjà passablement instruits sur leurs conséquences sociales. On peut distinguer en gros trois catégories.

La première est encore très proche des biens réels ou ne les a pas perdus de vue : un bout de terrain, un petit élevage des outils de la préhistoire industrielle. Elle est aussi imperméable au discours de la pénurie qu'à celui de l'abondance. Elle ne pouvait pas en faire plus, mais elle pourrait tout aussi difficilement régresser. Bon an mal an les poules et le potager donneront toujours autant — et plutôt davantage si on doit perdre son travail salarié. Considérés la veille avec un doux mépris parce qu'ils n'étaient pas dans la course, « ces gens-là » n'ont guère à craindre que le subit regain de tendresse de leurs arrière-petits-cousins pour les poireaux sauvages...

Deuxième catégorie : tandis que la ville se bidonvillise et qu'il se passe des choses étranges dans les caves et les baignoires, ceux qui tenaient hier les fils de la vie artificielle se reconvertissent avec brio pour organiser la pénurie. Autour d'eux, leurs serviteurs directs et toujours plus fidèles, qui ont intérêt à ne s'offusquer point de certaines manœuvres s'ils veulent garder leur planque : il y a tellement de profiteurs !

La troisième catégorie est aujourd'hui de loin la plus nombreuse. Mise en condition dans les bureaux, les usines, le fonctionariat, elle se trouve étroitement branchée sur les circuits de production et de consommation citadins. Dans son ensemble elle émerge de bon cœur à la mythologie du Progrès dont elle sera la première victime.

Cette troisième catégorie n'est pas seulement la plus nombreuse. Elle est aussi la plus inquiétante. Par rapport à la dernière guerre ou la crise de 29, elle s'est encore appauvrie. Coupée de ses racines, n'ayant plus de biens qu'artificiels, ignorant désormais les ressources de la solidarité familiale, pratiquement tombée à zéro du fait de la généralisation de l'assistance sociale et du crédit, elle recevra le choc de plein fouet. Dès que les menaces sur l'emploi et les privations de denrées alimentaires se préciseront, il ne lui restera plus qu'à danser devant ses buffets plaqués teck, à courir les champs sac au dos, espérant un pigeon en échange d'un cent de clous, ou à attendre la validation du

ticket DH et la prochaine distribution gratuite de fanes de navets.

Mais il y a plus grave. C'est qu'il lui est désormais impossible — comme à M. Marchais et consorts — d'admettre une autre existence que celle qu'on lui a imposé. Sa volonté de voir le système durer lui fera donc accepter n'importe quelle solution. Se serrer la ceinture, par exemple, comme les Anglais déjà, consolidant ainsi la puissance des puissants. Mettre au trou tous les empêchements de danser en rond : M. Marchais, vous, moi. Enfin susciter l'homme providentiel qui saura l'enrôler dans une croisade bien meurtrière mais tellement glorieuse...

Vous voyez qu'on a de quoi sonner l'alarme. On est même plutôt timide. Pourquoi ? C'est là qu'apparaît l'imposture.

Le discours de justice sociale qu'on nous tient, en effet, n'est qu'une ressucée servile du discours très-généreux des maîtres de l'heure. Des H.L.M. plus confortables et meilleur marché, davantage de tôles laquées et de kilomètres à parcourir, un mois de récréation mieux payé sur douze : sont-ce là vraiment les aspirations légitimes des peuples de France ? Quelle infamie, quand on sait que ces aspirations nous sont continuellement et sournoisement inspirées pour le plus grand profit de quelques-uns ! Quelle insulte au bon sens, quand on voit que ce sont précisément ces aspirations qui nous mènent aux crises !

Il paraît que si la gauche venait jamais au pouvoir sur un tel programme tout serait changé. Sans doute... Les privations deviendraient soudain populaires. On mettrait au trou les vrais empêchements de danser en rond : ceux que désigne M. Marchais — et nous, qui n'avons pas compris tout le bonheur que c'est d'échanger son existence contre de la tôle laquée. On apprendrait à faire absolument confiance au Père qui exercerait la vigilance de ses Peuples contre les ennemis grouillants du dedans et du dehors...

Je n'insiste pas, mais nous sommes prévenus. Nous serons demain parmi les premiers proscrits de la vraie droite et de la fausse gauche. N'importe. Notre choix est clair, et il est probe. Il s'agit pour nous d'opérer une véritable décolonisation, en regrettant qu'il soit trop tard pour qu'elle touche les secrétaires des partis qui nous veulent du bien. Une décolonisation telle que les merveilleuses promesses du Progrès apparaissent enfin pour ce qu'elles sont à ceux qu'on piège grâce à elles dans le travail : du vent, de l'enflure, au bout de laquelle nous ne serons jamais que des enflés.

Mourir — oui. Mais crever ?

Lambert



LE FASCISME ÉLECTRO-NUCLÉAIRE VOUS PARLE

Un document confidentiel d'EDF, concernant l'information du public en matière de centrales électriques, vient de tomber entre les mains du collectif d'information nucléaire de Sète.

Quelques extraits : « Aujourd'hui, la contestation est à l'échelle nationale et même mondiale en ce qui concerne le nucléaire; empêcher de construire une centrale, est un objectif tout comme le sont l'extension d'un aéroport ou d'un camp militaire, la construction d'une raffinerie ou le passage d'une autoroute. Le but est d'entraver le bon fonctionnement de la société actuelle et pour cela tous les motifs sont bons, la gêne que ces installations nouvelles apportent sur le plan local, les atteintes à l'environnement, la modification des structures socio-économiques, etc.

De ceci, il découle :

- qu'il est inutile de perdre son temps pour convaincre les protestataires de « métier »;
- qu'il faut faire en sorte que la population dans son ensemble ne soit pas contaminée par la propagande adverse;
- que sur le plan local on soit suffisamment « diplomate » pour ne pas se faire d'ennemis que l'on aurait pu éviter. »

Ensuite : « Visite systématique à l'usage des élèves des écoles. Ces visites rentrent dans le cadre d'une instruction ».

Plus loin : « Permettre à la presse locale d'informer son public, pour ce, lui fournir des documents afin qu'elle puisse rédiger ses articles. »

« Se prêter à des débats contradictoires uniquement dans le cadre de milieux bien définis (conseil municipal, clubs de médecins, d'ingénieurs, Rotary, etc.) Restons entre gens bien élevés.

Qualité de l'information à donner : « Elle doit être en harmonie avec le public qui la reçoit mais une information trop savante est préférable à une information qui serait ressentie comme superficielle. Ne pas se lancer dans des développements traitant des disciplines dont on n'est pas spécialiste (ex. médecine) dans ce cas se référer à des textes écrits par des professeurs connus » !

« Montrer que même en cas d'accident maximum, les pertes estimées ne sont pas supérieures à celles des cataclysmes naturels et des catastrophes déjà subies ».

« Au niveau de l'école et de l'université il faut apprendre à vivre avec les rayonnements de même que l'on vit avec les microbes », etc.etc.

Vous pouvez obtenir ce monument de propagande et d'intoxication en écrivant au collectif d'information nucléaire de Sète, M.J.C. De la Corniche, 32400 Sète. Joindre 8 F pour photocopies et frais d'envoi.

Il est intéressant de noter que ce document a été écrit en octobre 1973. L'échec est cuisant, messieurs de l'EDF, il fallait jouer plus serré; maintenant la contestation est partout et vous n'êtes plus crédibles.

LUTTE ANTINUCLÉAIRE

● Erdeven. Morbihan. Le C.R.I.N. vous invite à la fête de Pâques, samedi, dimanche et lundi sur le site d'Erdeven. Pour plus de renseignements, joindre les différents C.R.I.N. de la région : B.P. 97, 56 Vannes (tél : 66 40 92); 10 rue de Touchy, 44 Nantes (tél : 74 22 59); André Daniel, 49 rue Pierre Curie, 44 St-Nazaire.

● Colmar. Création d'un Comité de Sauvegarde et de défense de la plaine du Rhin dont le siège social se trouve 46 rue de Lagelbach. Tél. 41 47 61.

Un exposé-débat important aura lieu le jeudi 20 mars à 20 h 30, salle St Léon (sous l'église St Léon); 14 rue d'Ostheim à Colmar.

● Paris 5°. Création d'un groupe antinucléaire à la Halle aux vins. Permanence pièce 513, Tour centrale, 2 Place Jussieu de 12 à 18 h.

● Yutz, Moselle. Réunion d'information organisée par l'Association pour la sauvegarde de la Vallée de la Moselle, le 21 mars à 20 h au café français (chez Bestien), avec exposé et débat sur le projet d'implantation d'une centrale à Sentsich.

● Longpont-sur-Orge : Essonne. Coopérative bouff'bio a créé un groupe d'informations nucléaires. Amenez vos bras et vos idées, après 19 h chez Gouraud, 10 rue du Mesnil.

● Clermont-Ferrand. Le mouvement écologique clermontois a réuni, le 4 mars, beaucoup d'inquiets du programme nucléaire français et les déclarations des ingénieurs EDF ne les ont pas rassurés (même chose à Montluçon le 8 mars). La permanence du mouvement est ouverte tous les mercredis à 19 h 30, salle 236, ancien lycée Blaise Pascal.

● Vierzon. Création d'un comité antinucléaire, 37 rue du Maréchal Joffre, contre la centrale de Léré dans le Cher. Pour l'instant, pétitions et tracts circulent; un débat public est prévu un peu plus tard.

● Belfort - Montbéliard. Le C.A.N. créé en octobre s'est donné pour objectif immédiat d'empêcher l'implantation d'armes nucléaires à Bourgoigne (cent bombes comme celles d'Hiroshima stockées en pleine zone urbaine). Il invite toute la population de la région à participer massivement aux « 7 heures contre la bombe » qu'il organise le 22 mars à Belfort et à manifester ainsi son opposition à la politique de fait accompli du gouvernement et des autorités militaires. Au Programme : des films, des chansons, des débats, des expositions. « Sept heures contre la bombe », le 22 mars de 15 à 22 h à la maison du peuple.

● Lure; Haute Saône. Débat contradictoire sur l'énergie nucléaire, salle de la mairie, avec la participation de J.J. Rettig, du Docteur Herr, de l'EDF ? (invitée) et de la Gueule Ouverte, le jeudi 20 mars à 21 h.

● Angoulême. Réunion le 26 mars à 20 h 30, à la M.J.C. Marengo en vue de la création d'un comité antinucléaire charentais. Contact : Hubert Leray, Bessé. 16140 AIGRE.

● Privas. Ardèche. Amorce d'un collectif d'action écologique et antinucléaire. Privas à dix kilomètres du Rhône est le chef lieu d'une Ardèche candidate à trois centrales. Premières actions prévues : information nucléaire, opposition à une usine régionale de traitement des ordures ménagères, filière incinération. Contact : Marcel Bacconnier, 39 av. L. Bacconnier, 07 PRIVAS.

● Châlon-sur-Marne. Réunion générale du comité le lundi soir à 20 h 30 au foyer étudiant, rue du lycée. Les joyeux militants travaillent un projet de questionnaire d'information dont on publiera des extraits dans un prochain numéro.

● A.P.R.I. 12 rue des Noyers, Crisenoy, 77 Verneuil l'Étang. N'en voulez pas à Pignero s'il ne répond pas vite, il est débordé. Le « mémorandum des médecins contre les dangers de l'industrie nucléaire » vient d'être réédité. (2.50 F)

● A.P.R.E. 12 Rue Neuve du Pâtis, 45200 MONTARGIS. Tél : (38) 85 56 15. Quatre nouveaux dossiers viennent de paraître (joindre 0.50 F de port par dossier commandé) :

Les conséquences d'un accident grave dans une centrale nucléaire par Karl-Heinz Lindackers, Physicien allemand, directeur de la Société Technique de Surveillance du Land de Rhénanie; dossier technique : 4.00 F.

Annuaire-Presses : établi par Alain-Claude Galtié à l'usage des militants et groupes écologiques désireux de donner une dimension nationale à leurs actions. Cet annuaire a pour but de faciliter les contacts entre les différents mouvements écologiques et la presse : 1.50 F.

E.D.F. : Comment répondre aux antinucléaires. Texte intégral d'une Conférence de M. Toureau à la Session d'information nucléaire E.D.F. de Bréau : « Information du public en matière de centrales électriques »; en annexe : « L'implantation des futures centrales nucléaires et la psychose des populations » (article paru en Août 1974 dans le Bulletin de la Protection Civile).

Ce dossier : 2.00 F.

La sécurité du travail au Centre d'Études Nucléaires de Saclay. Dossier réalisé par le Groupe Information-Travail-Saclay :

« Nous nous décidons à publier un certain nombre de faits en espérant une réflexion de la part de tous. Certain diront, pourquoi maintenant ? Pourquoi dévoiler les conditions de travail dans un centre comme Saclay alors que le marché de l'emploi n'est pas fameux ? Il faut bien constater que ce n'est jamais le moment pour les travailleurs de poser les vrais problèmes : par exemple celui de la fabrication d'armements par les ouvriers de Lip n'a pas été évoqué lors de leur lutte parce qu'inopportun. Nous pensons qu'il faut poser les problèmes même si on ne trouve pas de solutions immédiates, sinon on ne risque pas de les trouver ! » Ce dossier : 5.00 F.

● Pelussin. Loire. L'association Rhône-Pilat informations vient de publier un numéro spécial nucléaire de D.I.R.E. (Documents d'Information de Réflexion et d'Écologie du secteur Rhône-Pilat). Ce numéro de 45 pages fait le point sur les positions officielles et contestataires de toute la région et donne des tas de petites nouvelles. Demandez le à André Collet, Vérin, 42410 Pelussin en joignant 4 F et 2,20 F pour le port pour un exemplaire; 16 F et 4,40 F pour 5 exemplaires. 30 F et 6,80 F pour 10.

● Dijon. Côte d'Or. CO.PRO.NAT. diffuse un tract et se réunit à l'I.N.P.S.A., rue des Champs Prévois, tous les lundis à 20 h 30.

● Pierrelatte. Samedi 22 mars. Grande manifestation anti-

nucléaire. Regroupement à Pierrelatte, place du champ de Mars à 14 h, début de la manif. à 15 h sur le terrain de sport situé en bordure de la route de St Paul Trois Châteaux, près du canal de dérivation du Rhône. Dans la soirée, une réunion amicale (danse, discussion) aura lieu en la salle des fêtes de Pierrelatte. Le matin, dès 9 h, une manifestation aura également lieu sur le marché de Montélimar.

Les comités locaux rappellent que, le vendredi 21 mars à 20 h 30, aura lieu en mairie de Bollène une séance du conseil de district du Tricastin, qui accueillera en réunion extraordinaire le Professeur Philippe Lebreton. La séance est publique. Comité écologique pour la sauvegarde du Tricastin et de la vallée du Rhône, mairie, 26 Pierrelatte. Ou J.L. Millet, quartier St Blaise, 84500 Bollène.

Comité écologique ardéchois, Boudon, St Julien du Serre, 227200 AUBENAS.

RÉUNIONS, DÉBATS

● Paris. 23 mars. Journée d'information écologique. A l'appel de « Combat pour l'homme » (7 rue Boucicaut, 75015 Paris), du mouvement « défense de la bicyclette » (43 rue du Fbg St Martin, 75010), et de nombreuses autres associations de défense de la Nature et de l'environnement, aura lieu une distribution massive de tracts destinée à informer la population des dangers que représentent les diverses pollutions qui nous entourent. La journée sera marquée également dans de nombreuses villes de province. A Toulon, notamment, un grand meeting sur le thème « Non à l'apocalypse » est prévu le samedi 22 mars de 17 h 30 à 21 h 30, salle Mozart.

● Lyon. 21 mars. 20 h 30. Bourse du Travail, Place Guichard. Rassemblement populaire à l'appel des paysans travailleurs, sur le thème : travailleurs des villes et des campagnes, nous combattons le même ennemi de classe : l'exploiteur. Dans nos luttes, affirmons notre solidarité de classe. Avec la participation de Los Chacos (musique sud américaine). C.D.J.A., 4 place Gensoul, 69002 Lyon.

● Paris. 23 mars, toute la journée. Fête du Printemps, sur la pelouse de Reuilly. Tous les cyclodidactes sont cordialement invités à venir prendre leur pied et leur verre à pied en roulant sans polluer et en se roulant dans l'herbe, sans procréer ! Club des aguigistes, les amis de la vie.

● Lorient. Congrès écologique les 28, 29 et 30 mars au palais des Congrès. Le thème du congrès : vivre... Comment ? ou pourquoi... comment l'éducation vitale. Au programme : Lutte contre les diverses agressions, les énergies non polluantes, l'agriculture bio-écologique, la médecine naturelle. Le dimanche de 14 h à 18 h débat : Crise de l'énergie et énergie nucléaire. Nature et vie, 13 rue du village Kervénanec, 56100 Lorient.

PRESSE PARALLÈLE

Pour les Occitans.

Lo revelh d'oc, bimestrial occitan vous fait participer à la renaissance occitane par des articles, études, enquêtes dans les domaines culturel, économique et écologique. Abonnement simple : 15 F. Lo revelh d'oc, B.P. 29, 31130 Balma. Abonatz-vos !

● **L'occitan Leu-Leu e plan.** Un cours de langue d'oc pour tous. Le cours est composé de vingt cinq leçons utilisant douze cents mots environ, ce qui est suffisant pour acquérir le vocabulaire de base et les règles de structure de l'occitan. Chacune des vingt et un premières leçons comporte un vocabulaire, un texte dialogué qui présente en situation le lexique et les points de grammaire dont on doit faire l'acquisition, des explications grammaticales et de nombreux exercices, avec en fin de volume un fascicule mobile contenant la traduction des dialogues et le corrigé des exercices. L'auteur en est Gaston Bazalgues, assistant à l'université de Montpellier. Editions disques Omnivox, 8 rue de Berri, 75008 Paris. (17,30 F)

● **Le cherche-Midi.** Revue mensuelle d'expression méditerranéenne. Au sommaire du n° 1 : Centrales nucléaires, écriture régionalisme, Giono, tribunes. Abonnement : 18 F. Le Cherche Midi, 41 rue de Taulis, 66940 Perpignan.

● **L'Estrassa ratapinhata nova** de nissa provença. Revue occitane de bandes dessinées. Comité niçois d'Éditions Occitanes, l'Estrassa B.P. 373, 06010 Nice. Abonnement : 20 F.

PETITES ANNONCES

● Recherche personnes ayant pratiqué l'utilisation des **plantes sauvages** en artisanat (teinture, vannerie), en économie domestique (fabrication d'huile d'éclairage, de savon, d'insecticides naturels, etc.) en alimentation et même en phytothérapie. Contacter (par écrit seulement) : Yves Debarge, 65 rue H. LeFebvre, 59150 Wattrelos.

● Nous cherchons des personnes ayant suffisamment de **connaissances sur les énergies douces** pour venir faire des conférences en Charente-Maritime. Comité contre le danger nucléaire. Presqu'île d'Arvert, Marenes, Oléron. Tél : (46) 36 41 09.

● Un groupe écologique en formation dans le 11^e à Paris souhaite spécialement mettre sur pied un **réseau de bouffe bio**. Contactez : Bernard Pedromo, 19 rue Titon, 75011 Paris.

J.J.S.S. : CITIZEN GROCK



Il fut un temps déraisonnable, « on avait mis les morts à table », où l'Express était un journal. C'était dans les années 50, fin des années 50. Déjà Thélonious Sphere perçait sous le père Monk et Mitterrand - changeons de musique - soulevait les foules de jeunes étudiants avec l'Algérie algérienne. On était jeunes, on était beaux, on sentait bon le sable chaud et pourtant on perdait nos colonies, nos illusions, nos bronzages. L'Express était imprimé sur un papier merdeux mais on s'en foutait : il y avait du texte, du Siné, du Jean Cau avant que le secrétaire de Sartre ne vire méchant au gratte-papier eczémateux. C'est bien simple : le gouvernement saisissait l'Express, car l'Express dénonçait la torture des paras de Bigeard et Massu à Alger. L'Express journal de gauche ! L'Express interdit ! Dans quelle galaxie était-ce, m'avez-vous dit ? En France, cher monsieur, en France ! A sa tête, deux fonceurs, Françoise Giroud et Jean-Jacques Servan-Schreiber (qui servait en Algérie sous les ordres du pacifiste De la Bollardière)... Puis les temps ont passé. On ne devrait jamais vieillir. Françoise s'est assise à côté du sanglant Bigeard au Conseil des ministres, on dit qu'elle n'oublie jamais de s'essuyer quand elle serre la main du bouffeur de ratons. Conscience nette, chic, un kleenex ! Jean-Jacques s'est essayé en politique. Ça lui suffisait plus de faire un bon journal. Il voulait le pouvoir ou ce qui en tient lieu, la dérisoire parade des animaux de cirque qui ne font même plus rire les petits enfants. Il a tout raté.

Son canard a grossi comme un quinquagénaire qui s'abandonne aux petits plats. Des pages de publicité adipeuses l'ont enlaidi. L'Express est un catalogue de la Redoute pour cadres performants où les derniers journalistes pêchent une liberté frileuse dans le marais du centre-gauche où se noie leur patron. Le pouvoir c'est comme la richesse, plus on en a, plus on est laid, plus on est vieux. Ça fait des tripotées d'eunuques cacochymes. L'a-t-il seulement eu, ce fameux pouvoir, notre savetier enrichi ? Même pas. Éphémère ministre des réformes et de la poudre aux yeux, il se console en jouant les petits chefs dans un journal qui bat de l'aile, pas assez inféodé comme Le Point, pas assez critique comme l'Obs, rien. C'est pas sa dernière manœuvre pour

exorciser la « peur du nucléaire » qui le sauvera du fauteuil roulant.

Le nucléaire, c'est pas une question de « peur ». C'est un problème politique. L'Express peut truquer son questionnaire, donner tous les apaisements techniques, soulever la hantise des « troubles sociaux », agiter tous les thèmes maurrasiens (indépendance nationale), il n'arrivera pas à faire oublier qu'il est avant tout un journal giscardien, un journal à gros sous, donc un journal pro-nucléaire par nécessité. Il ne se fera pas passer pour un honnête défenseur des thèses écologiques qu'il a tenté de ridiculiser pendant des années, se contentant aujourd'hui de récupérer un mouvement qui lui échappait. Le but de la manœuvre est clair : sonder le populo, examiner le thermomètre et rassurer le patient : un peu de nucléaire obligatoire à jeun, avec mesure, componction et, au besoin, antidotes. Faites confiance aux experts, Club de Rome et consorts. Ils sont mieux placés que vous pour apprécier les dangers du nucléaire. Si on vous demande votre avis, c'est pour mieux l'orienter là où nous voulons qu'il se dirige : de la consommation, encore de la consommation. Vous me suivez ? Eh bien payez maintenant ! J.J.S.-S. l'a dit : « les lecteurs ne sont que des analphabètes

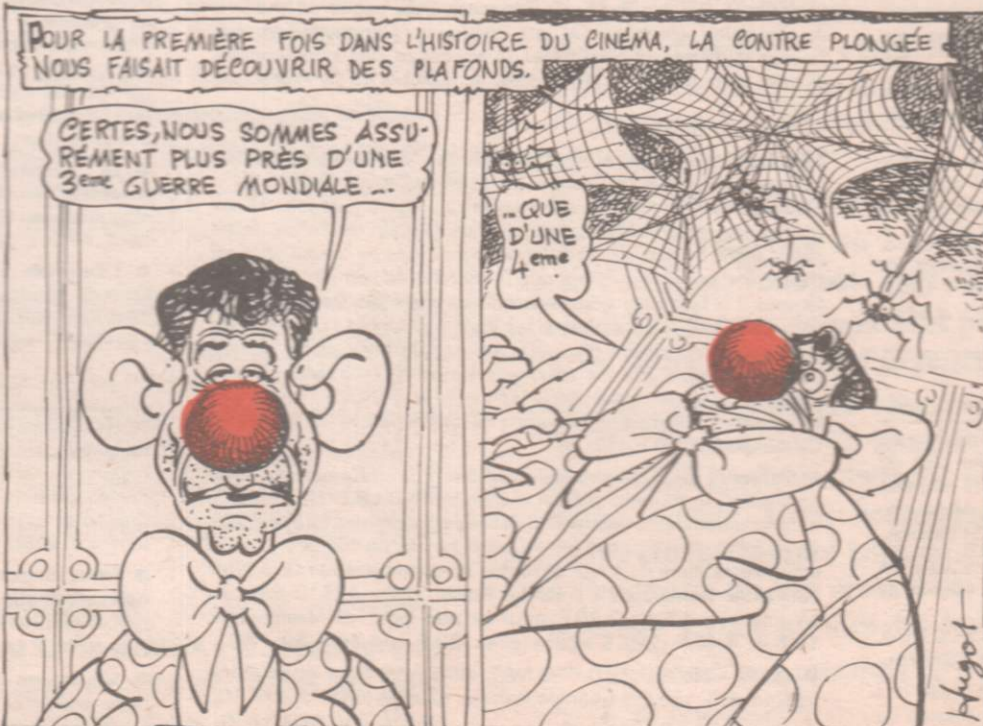
à qui il faut tout expliquer sans qu'ils s'en rendent compte ». (Libération 15 mars 75)

On est bien d'accord. C'est dans la ligne du personnage, mégalomane notoire, qui prend les coups de pied au cul pour des marques de respect. Seulement là, il s'est trompé : si les lecteurs ne s'en sont pas rendus compte, ça viendra. Suffisait d'écouter les duos Servan-Schreiber-Boiteux (ou Delouvrier) de l'EDF, sur Europe 1 et France-Inter, mardi dernier. Drapé dans son hermine virginale de bien-facteur public, le grand inquisiteur Servan-Schreiber sauvait la France, pas moins, en passant au grill de ses questions impitoyables un Boiteux aux abois. Il allait se faire une opinion et en informer les Français. La France tâtonnait dans une obscurité préhistorique. Lui allait l'éclairer pleins phares de ses augustes lumières. Les Français informés se prosterneront devant Saint-Jiji en recevant l'Express, bouche bée, comme l'hostie salvatrice. Tiens, ça y est, en fin d'émission son opinion était faite : il était pour le nucléaire. Dis donc, gugusse, la politique c'est pas le Châtelet. La France s'en bat l'œil de tes doutes et de tes fulgurants ralliements. On sait bien qui tu représentes. Tu représentes, multi-cartes, ce capitalisme multinational dont tu voulus jadis relever le défi. Ta crainte du totalitarisme rouge

disparaît devant ce pitoyable modèle américain qui te fait baver, au point d'en copier les hommes politiques (Kenedillon), les mœurs politiques (marketing électoral), les structures (fédéralisme), les journaux (Newsweek)... Tu voulais une Europe américanisée, gadgétisée, design. Avec Giscard, on a l'image de marque. Manque l'indépendance énergétique, le nucléaire, et la « stabilité sociale » qu'elle figera comme le froid fige le saindoux. Quel hasard ta campagne anti-peur ! Pas politique pour un rond, s'pas ?

Servan-Schreiber est-il machiavélique ourdisseur de complots ? Allons donc ! Il lui manque une case, tout bonnement. Cet homme de droite qui se lève parfois du pied gauche s'est battu contre la force de frappe à Mururoa, contre la bombe atomique. Maintenant il se bat pour faire accepter par le commun les réacteurs nucléaires d'où sort le plutonium de la bombe atomique. Ces réacteurs, l'EDF et le CEA les vendent au Tiers-Monde. On est en plein délire. Demain, dix, vingt, trente chefs d'état pourront déclencher un conflit atomique. Qui est-ce qui ira récupérer le plutonium vendu au Chah d'Iran, à Khadafi de Libye, à l'Irak ou à l'Afrique du Sud ? C'est J.J.S.S. avec son Mystère 20 et son épuiette ? Dans un livre collectif (1) où l'on retrouve De la Bollardière, le maître à penser de Jean-Jacques (autre contradiction), notre avenir s'inscrit en pleine absurdité : la défense nucléaire n'existe pas, car elle repose sur un pari : l'équilibre de la terreur. Ça suppose que l'agresseur soit équilibré, ou qu'il ait quelque chose à perdre. Idi Amin Tsara (Dada est partout) est-il équilibré ? Le palestinien Habache a-t-il quelque chose à perdre, hors ses guenilles ? Quand l'arme atomique sera sur la table de chevet de tous les aliénés, aux mains de tous les bidasses (missiles Pluton), l'équilibre aura bonne mine. Il est évident, merci J.J., qu'on est, comme disait le Pape, à la veille d'une troisième guerre mondiale. La vérité sort de la bouche des bouffons. Mouna dirait : « tous les désespoirs sont permis ».

Arthur



(1) « Armée ou défense civile non-violente », CLUCAN, 15 av. Vauban, 83100 Toulon, ou Combat-Non-violent, BP 26, 71800 La Clayette (6 F).